

Association Sasakawa pour l'Afrique
et Fonds Sasakawa pour l'Afrique de formation
à la vulgarisation

RAPPORT ANNUEL 2013



« Nourrir l'avenir »



À propos de la SAA, de SG 2000 et de SAFE

Les projets agricoles de l'Association Sasakawa pour l'Afrique (SAA) sont cogérés par deux organisations : la SAA et le programme Global 2000 du Carter Center à Atlanta en Géorgie (États-Unis). Il existe actuellement quatre projets nationaux Sasakawa-Global 2000 (SG 2000) – en Éthiopie, au Mali, au Nigéria et en Ouganda – qui sont sous la tutelle de la SAA. Grâce au programme SG 2000, l'ancien président des États-Unis, Jimmy Carter, et ses conseillers s'efforcent de fournir des orientations politiques aux dirigeants nationaux qui viennent appuyer les objectifs des projets du programme SG 2000. Le financement des projets SG 2000 est principalement assuré par la Nippon Foundation du Japon, dont le président du conseil

d'administration est Yohei Sasakawa et le Président exécutif, Takeju Ogata.

La SAA s'appuie sur le Fonds Sasakawa pour l'Afrique de formation à la vulgarisation (SAFE) – une organisation juridiquement distincte également financée par la Nippon Foundation – pour assurer un leadership afin de renforcer les capacités en ressources humaines dans le domaine de la vulgarisation agricole. Les deux organisations ont un Conseil d'administration commun et travaillent ensemble à l'harmonisation et à la mise en œuvre de leurs ordres du jour parfaitement complémentaires.



Une mère et son enfant, sud-ouest du Mali

Conseil d'administration de la SAA

(en décembre 2012)

Ruth K. Oniang'o, Kenya, Présidente
Masa Iwanaga, Japon, Vice-Président
Gebisa Ejeta, États-Unis
Jean F. Freymond, Suisse, Secrétaire
Jiro Hanyu, Japon
John Hardman, États-Unis
Katsumi Hirano, Japon
Masaaki Miyamoto, Japon
Shuichi Ohno, Japon
Nicéphore D. Soglo, Bénin

Fondateurs de la SAA

Ryoichi Sasakawa
Norman E. Borlaug
Président Jimmy Carter

Légende de la page de couverture

Yohei Sasakawa, Président de la Nippon Foundation, en visite dans les champs d'agriculteurs éthiopiens en 2013

Personnel principal de la SAA/ de SAFE

Direction

Masaaki Miyamoto, Japon, Directeur exécutif
Juliana Rwelamira, Tanzanie, Directrice générale de la SAA
Deola Naibakelao, Tchad, Directeur général de SAFE

Encadrement supérieur

Andreas Oswald, Allemagne, Directeur thématique, Amélioration de la productivité agricole
Leonides Halos-Kim, Philippines, Directrice thématique, Systèmes post-récolte et agroindustrie
Justine Wangila, Kenya, Directeur thématique, Suivi-évaluation, apprentissage et dissémination
Abou Berthe, Directeur national – Mali
Aberra Debelo, Directeur national – Éthiopie
Sani Miko, Directeur national – Nigéria

Roselline Nyamutale, Directrice nationale – Ouganda

Robert Anyang, Chargé de programme régional - PPP et accès au marché

Rose Wanzie, Chargée de programme régional - Systèmes post-récolte et agroindustrie

Shushan Negussie, Responsable administrative régionale, Éthiopie

Asnakech Sisay, Responsable financière régionale, Éthiopie

Maki Seki, Chargée de programme, Japon

Sayako Tokusue, Chargée de programme, Japon

Chizu Nakamoto, Chargée de programme adjointe, Japon

Personnel associé à SAFE détaché de Winrock International

Mercy Akeredolu, Nigéria

Assa Kanté, Mali

Jeff Mutimba, Zimbabwe

Rapport de la Présidente

De nouvelles alliances

Au moment de présenter ce rapport annuel pour l'exercice 2013, j'ai tout à fait conscience du fait qu'évoluer d'une organisation de développement des petits producteurs hautement centralisée, forte d'un donateur unique, en une organisation à base plus large, dotée de plusieurs partenaires – bien équipée pour faire face aux nouveaux défis que pose l'agriculture africaine – a été une mission difficile.

Il a donc été très gratifiant de voir les progrès accomplis par la SAA et SAFE dans nos pays phares – l'Éthiopie, le Mali, le Nigéria et l'Ouganda – dans la mise en œuvre de notre Plan stratégique, 2012-2016 – et de mesurer les résultats en conséquence. Longtemps considérée comme une activité économique marginalisée, l'agriculture familiale s'impose lentement comme ayant sa place à part entière dans le développement commercial. Il est indéniable qu'il reste encore bien du chemin à parcourir mais je pense que nous sommes dans la bonne voie et que la SAA et SAFE savent assumer leur rôle.

Ainsi, en février 2013, nous avons signé un accord à Abuja avec le ministère de l'Agriculture et du Développement rural du gouvernement fédéral du Nigéria en vue « d'améliorer la productivité et la production agricoles, la sécurité alimentaire et la nutrition grâce à un meilleur appui aux agriculteurs pauvres en ressources, tout particulièrement les femmes et les jeunes ». Cela nous permettra d'élargir nos travaux au Nigéria et cela comprendra des activités SAFE par le biais d'universités et d'écoles d'agriculture désignées « dans des zones géographiques du pays qui n'étaient pas encore couvertes jusqu'ici ».

Lors de la cérémonie de signature avec le ministre Adesina, j'ai décrit cet accord comme un jalon dans nos relations et comme le témoignage de l'engagement du Nigéria à investir dans l'agriculture. Au moment où j'écris ces mots, le gouvernement fédéral a débloqué les fonds pour appuyer notre projet commun.



Signature de l'accord par Prof. Ruth Oniang'o et le Dr. Akinwumi Adesina, ministre de l'Agriculture et du Développement rural, gouvernement de la République fédérale démocratique du Nigéria

Si nous sommes tournés vers l'avenir, nous continuons de tirer des leçons du legs du passé qui a su si bien nous inspirer. En 2014, nous allons commémorer le centenaire de la naissance de l'un de nos trois fondateurs, Norman Borlaug. Nous marquerons cette occasion historique par une série de manifestations très médiatiques en Ouganda – un autre pays partenaire où l'agriculture est perçue comme un secteur qui impulse le changement économique et comme une source d'emplois pour les jeunes du pays.

En avril 2013, je me suis rendue à Kassel en Allemagne, avec le Directeur exécutif, Masaaki Miyamoto, pour signer un accord avec K+S KALI GmbH afin de lancer un projet – Croissance pour l'Ouganda. Ce projet est axé sur le nord de l'Ouganda qui se remet peu à peu des ravages commis par l'Armée de résistance du Seigneur. La manifestation la plus visible de notre nouveau partenariat est un camion de formation mobile qui est capable de se rendre dans les villages et les communautés souvent inaccessibles par la route. Le camion est déjà opérationnel en Ouganda.

L'un des temps forts de 2013 a été la célébration du 20^e anniversaire de SAFE à l'Université de Cape Coast (UCC) au Ghana. Au programme des cérémonies « Vingt ans de formation en vulgarisation en Afrique : l'art et la manière SAFE », deux séminaires qui se sont tenus à Accra le 5 novembre et à l'UCC le 6 novembre, ainsi que le lancement d'un ouvrage sur l'histoire de la Sasakawa au Ghana. L'invité d'honneur à Accra était PV Obeng, Conseiller spécial auprès du Président du Ghana, avec l'aide précieuse du Commodore Steve Obimpeh, qui était Ministre de l'Alimentation et de l'Agriculture lorsque la SAA a démarré ses opérations au Ghana en 1986.

À l'UCC, le Vice-Chancelier Domwini Kuupole a ouvert les délibérations tandis qu'Alhassan Yakubu, Ministre adjoint de l'Alimentation et l'Agriculture, prononçait un discours liminaire sur le rôle crucial joué par la vulgarisation dans l'autonomisation des petits producteurs.

Comme on l'a signalé au Ghana, le programme SAFE a enregistré des progrès remarquables sous la houlette de son Directeur, Deola Naibakelao, et il est désormais opérationnel dans 17 universités et 2 collèges répartis dans 9 pays d'Afrique.

Lors de cette année passionnante et riche en accomplissements, le Directeur exécutif m'a invitée, ainsi que mes directeurs et leurs équipes, à Yokohama pour assister à la cinquième Conférence internationale de Tokyo sur le développement africain (TICAD V), qui a lieu tous les cinq ans avec les chefs d'État et de gouvernement africains. Nous avons été les témoins des ambitieux projets du Japon pour l'Afrique – qui prévoient un rôle élargi pour le commerce et le développement japonais.

Avant de clore le chapitre de 2013, j'aimerais remercier Juliana Rwelamira et Deola Naibakelao, la première pour son leadership de la SAA et le second pour celui de SAFE. J'aimerais aussi remercier mon ami et collègue, Masaaki Miyamoto, Directeur exécutif, qui dirige de manière si habile nos organisations jumelles.

Enfin, je tiens à prendre acte du soutien indéfectible de notre donateur, la Nippon Foundation, et de son Président, Yohei

Rapport de la Présidente

De nouvelles alliances



Suite à la signature d'un accord entre la SAA et la société allemande K+S KALI GmbH, le centre de formation mobile permet à la SAA de toucher des agriculteurs dans des régions reculées de l'Ouganda. On le voit ici en pleine action dans le sous-comté de Kwera, à Dokolo en Ouganda

Sasakawa. Il ne fait aucun doute que son vif intérêt sans faille à l'égard de nos travaux est une grande motivation.

Nous remercions chacun de ceux et celles qui nous ont permis d'arriver aussi loin et nous nous réjouissons d'un nouveau siècle animé d'espoir et d'enthousiasme pour un monde mieux nourri, où la faim sera enfin reléguée au passé. Sous la bannière de la SAA et de SAFE, en association avec nos partenaires, nous allons continuer de faire tout ce qui est en notre pouvoir pour atteindre nos objectifs.



Prof. Hon. Ruth K. Oniang'o
Présidente de l'Association
Sasakawa pour l'Afrique
Présidente du Fonds Sasakawa
pour l'Afrique de formation à la
vulgarisation

Prof. Ruth Oniang'o est diplômée kényane de l'Université de l'État de Washington à Pullman et de l'Université de Nairobi. Elle a enseigné dans des universités kényanes et est professeure associée à la Tufts University dans le Massachusetts. Elle a été le fer de lance de la politique du Kenya en matière d'alimentation et de nutrition qu'elle a menée à bien ; elle a facilité la mise en place de services de nutrition en Afrique et a donné plus de poids à ces questions sur la scène internationale. Elle a siégé au parlement kényan ; créé Rural Outreach Africa au service des petites agricultrices et fondé l'African Journal of Food, Agriculture, Nutrition and Development pour mettre en exergue les enjeux africains. Elle est Présidente du conseil de l'Association Sasakawa pour l'Afrique et du Fonds Sasakawa pour l'Afrique de formation à la vulgarisation, reprenant vaillamment le flambeau de leur cofondateur, feu Norman Borlaug, qui fut Président de la SAA et de SAFE. En 2014, le prix d'excellence pour l'ensemble de sa carrière lui a été décerné par l'International Food and Agribusiness Management Association (IFAMA) et elle est vice-présidente du Forum mondial sur la recherche agricole (GFAR).

Rapport de gestion de la Directrice générale

Au moment de sa mort en 2009, Norman Borlaug comptait à son actif 65 années de bons et loyaux services consacrés à la recherche et la production agricoles dans les pays en développement à faible revenu et à déficit alimentaire. Il avait travaillé avec beaucoup de chercheurs, de dirigeants politiques et d'agriculteurs à la transformation des systèmes de production alimentaire. Ses accomplissements étaient immenses, y compris les énormes succès historiques de la Révolution verte en Amérique latine et en Asie. Ses recherches ont contribué à doubler la production mondiale de blé et de riz, ajoutant des centaines de millions de tonnes de grains aux moissons mondiales.

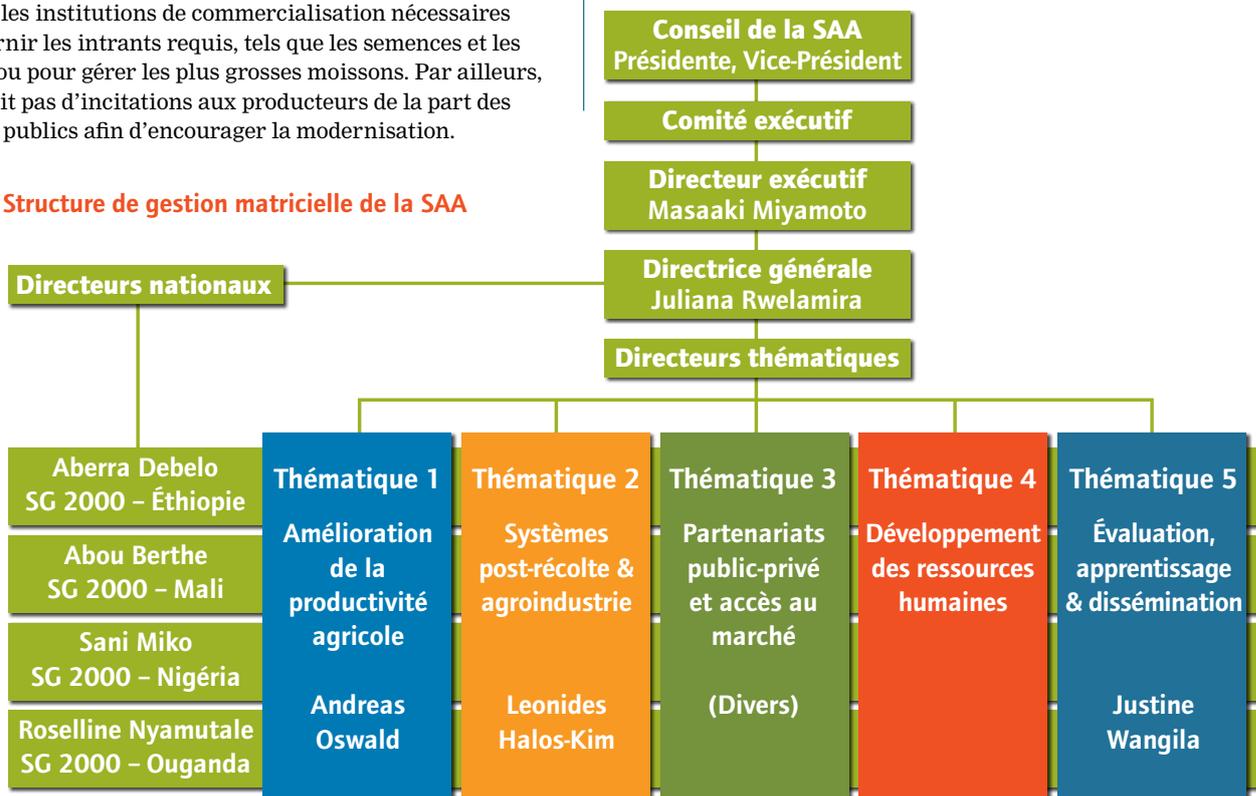
Sous sa présidence, le programme agricole Sasakawa-Global 2000 est intervenu dans 14 pays d'Afrique subsaharienne. La stratégie initiale était analogue à celle que Norman Borlaug avait employée en Asie : des bouquets de technologies améliorées étaient assemblés sur la base des meilleures semences disponibles et des données de recherche dans chaque pays, et une formation exhaustive des agriculteurs accompagnée de programmes de démonstrations agricoles était organisée en étroite collaboration avec les ministères nationaux de l'Agriculture. Les rendements observés sur les parcelles de démonstration des agriculteurs étaient impressionnants, faisant généralement le double, voire le triple, de ceux obtenus avec des méthodes traditionnelles.

On a assisté à la même euphorie chez les petits producteurs d'Afrique que celle qu'on avait pu observer en Amérique latine et en Asie ; mais les effets n'ont pas été les mêmes : l'Afrique n'avait pas les infrastructures – axes routiers, ferroviaires et systèmes d'irrigation – qui existaient en Asie. Elle n'avait pas non plus les institutions de commercialisation nécessaires pour fournir les intrants requis, tels que les semences et les engrais, ou pour gérer les plus grosses moissons. Par ailleurs, il n'y avait pas d'incitations aux producteurs de la part des pouvoirs publics afin d'encourager la modernisation.

Malgré ces problèmes fondamentaux, Norman Borlaug n'a jamais baissé les bras. Il considérait qu'il s'était engagé à vie dans les rangs des « combattants de la faim ». Et il s'est éteint en prononçant ces mots « Donnez leur chance aux agriculteurs ! ».

À ce jour, la SAA perpétue le legs de Norman Borlaug et promeut l'utilisation de technologies modernes tout au long de la chaîne de valeur, non seulement pour accroître les rendements mais aussi pour réduire la pénibilité des travaux, améliorer la qualité des produits et, dans la mesure du possible, ajouter de la valeur aux produits, en reliant les agriculteurs à d'autres acteurs de la chaîne de valeur, notamment sur le marché, ainsi qu'à divers prestataires de services. Jusqu'ici, la SAA a atteint ses objectifs au travers de ses cinq thématiques : Amélioration de la productivité agricole (APA), Systèmes post-récolte et agroindustrie (PRAI), Partenariats public-privé et accès au marché (PPP&AM), Développement des ressources humaines (SAFE) et Suivi-évaluation, apprentissage et dissémination (SEA&D). Chaque thématique dispose de sa propre équipe dans nos quatre pays phares – l'Éthiopie, le Mali, le Nigéria et l'Ouganda. Les Directeurs thématiques se chargent du recrutement des membres de leur équipe, selon les besoins, en étroite collaboration avec les Directeurs nationaux. Chaque thématique est dotée d'une documentation sur les Concepts & Procédures pour guider ses travaux dans les différents pays et cette documentation est révisée et mise à jour en fonction des besoins.

Structure de gestion matricielle de la SAA



La mise en œuvre du Plan stratégique de la SAA 2012-2016 progresse et elle est jalonnée de résultats encourageants. Une évaluation à mi-parcours de la mise en œuvre du plan est en cours d'organisation.

Points saillants de 2013

Personnel

En 2013, l'effectif de la SAA est passé à 149 personnes, soit une hausse de 9,3 pour cent sur 2012. En Éthiopie, un Coordonnateur de projet et cinq Responsables de programme ont été recrutés pour trois projets différents. En Ouganda, quatre Responsables de programme ont été recrutés pour le projet Croissance pour l'Ouganda, tandis qu'au Mali, un Directeur national adjoint/Chef de la thématique 3 a rejoint l'équipe. Le ratio hommes/femmes est de 3 pour 1, avec des variantes dans les différents pays. Tous les cadres

La vision, la mission et les buts stratégiques de la SAA

Vision de la SAA

Une Afrique rurale où la sécurité alimentaire est meilleure et où fleurissent davantage de petits producteurs commerciaux prospères.

Mission de la SAA

Transformer les services consultatifs africains de vulgarisation dans les pays partenaires pour faire en sorte qu'ils garantissent une meilleure sécurité alimentaire pour les ménages et une participation plus rentable aux activités commerciales le long de la chaîne de valeur, tout en respectant les ressources naturelles.

Buts stratégiques de la SAA

1. Établir des plateformes d'apprentissage agricole rentables qui améliorent la productivité des systèmes alimentaires des petits exploitants, notamment pour les agricultrices pauvres en ressources et celles qui ont de faibles niveaux de performances techniques, et renforcer ainsi la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance.
2. Permettre aux petits exploitants de capturer une plus grosse proportion des avantages économiques inhérents aux chaînes de valeur des denrées agricoles.
3. Créer des partenariats public-privé qui soutiennent financièrement la prestation de services de vulgarisation pour un développement agricole optimisé des petits exploitants et qui renforcent l'accès à un marché rentable.
4. Consolider les systèmes de vulgarisation agricole par le renforcement des capacités des professionnels de la vulgarisation et des petits exploitants afin d'accélérer la productivité agricole et de créditer davantage de chaînes de valeur compétitives.
5. Établir des systèmes informatisés de gestion de l'information et des connaissances qui permettent une adaptation, une modification et un changement des technologies et des approches, améliorent l'efficacité et les impacts et communiquent des leçons et des bonnes pratiques pour une prise de décisions opportune et fondée sur la preuve.

supérieurs, depuis la Directrice générale jusqu'aux Directeurs thématiques, en passant par les Directeurs nationaux et les Directeurs nationaux adjoints, sont des professionnels dévoués qui se dépassent constamment pour atteindre les objectifs que la SAA s'est fixés dans son Plan stratégique. Malheureusement, en juin et décembre 2013, les Responsables de programme régionaux de la thématique 3 et de la thématique 2 ont donné leur démission. Les deux thématiques s'efforcent de les remplacer.

Gestion matricielle

La SAA poursuit son approche de gestion matricielle (GM) qu'elle respecte à la lettre et qui, au fil des ans, est devenue mieux comprise par le personnel de la SAA et de SAFE, grâce à des formations et des cours de perfectionnement. Le dernier stage de formation a réuni 38 nouveaux membres du personnel (ayant rallié la société depuis 2011) et a été organisé en mai 2013. Le ressenti des Directeurs nationaux tend à suggérer que l'on va dans la bonne direction mais davantage d'efforts sont requis pour améliorer la consultation et le retour d'informations entre les Directeurs thématiques (DT) et les Directeurs nationaux (DN). L'approche par GM offre aussi une assurance qualité technique supérieure et le partage des meilleures pratiques dans toutes les thématiques du programme et dans les quatre pays phares de la SAA.

Principaux points saillants de 2013

En 2013 se sont déroulés les événements suivants qui ont eu une incidence sur le programme :

- Le 8 février 2013, la SAA a signé un Mémorandum d'accord de partenariat avec le ministère fédéral de l'Agriculture du Nigéria. Aux termes de cet accord, une foule de domaines de coopération devraient être encouragés en vue d'améliorer la productivité et la production agricoles, de même que la sécurité alimentaire et la nutrition. Par ailleurs, deux autres autorités du Nigéria (États de Gombe et de Kano) ont signé des Mémorandums d'accord avec la SAA/SG 2000 Nigéria et ont commencé à lui fournir des fonds en vue d'élargir le programme dans ces deux États.
- Un Accord de coopération a été conclu avec une société privée allemande du nom de K+S KALI GmbH dans le but d'améliorer la productivité, les revenus et l'autosuffisance des petits producteurs ougandais, grâce à des formations et des démonstrations portant sur l'utilisation appropriée d'engrais. Le projet a été inauguré le 26 avril 2013 à Kassel, en Allemagne, puis de nouveau le 19 juillet 2013 à Dokolo, en Ouganda.

Ces accords ont élargi les partenariats de la SAA en termes de financement et d'extension des programmes.

Afin de renforcer les communications et de consolider le moral de la société, les manifestations et réunions régulières ci-après, importantes pour le personnel de la SAA, ont été organisées :

- La retraite annuelle du personnel en mai 2013 pour tout le nouveau personnel technique de la SAA/SAFE. La réunion a été précédée d'un stage de formation sur deux jours en gestion matricielle.
- Des réunions thématiques annuelles ont été organisées entre novembre 2013 et janvier 2014.



Juliana Rwelamira et le Directeur national pour l'Éthiopie, Aberra Debelo, en compagnie de Yohei Sasakawa (à droite), lors d'une visite de champs d'agriculteurs en Éthiopie

- La Directrice générale a organisé des réunions avec l'ensemble du personnel national dans chacun des quatre pays phares (Éthiopie, Mali, Nigéria et Ouganda) pour le tenir informé des faits nouveaux importants intervenus au sein de l'organisation.
- L'évaluation des performances du personnel est continue et elle est considérée faire partie intégrante de l'évaluation annuelle des performances individuelles.
- La totalité de l'équipe dirigeante de la SAA-SAFE et tous les cadres supérieurs ont participé à la 5^e Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD V), du 28 mai au 6 juin 2013.
- M. Yohei Sasakawa, Président de notre principal bailleur de fonds, la Nippon Foundation, a rendu visite aux sites de projet de la SAA en Éthiopie, où il s'était déplacé à l'occasion d'un Symposium régional africain sur la lèpre et les droits de l'homme en septembre 2013.

Croissance et développement du personnel

La SAA croit en la mise en œuvre d'un solide programme de développement du personnel. Appliquant les critères énoncés pour l'utilisation du Fonds Borlaug pour le développement du personnel, des bourses ont été octroyées pour financer des réunions, des ateliers et des stages à long et court termes. Deux bourses d'études, l'une pour l'obtention d'un doctorat et l'autre pour un master, ont été octroyées. Neuf stages de formation à court terme ont été attribués au personnel, comme suit : huit formations en interactions du marché ont été octroyées par l'Éthiopie, le Nigéria et l'Ouganda ; une formation en suivi-évaluation par le Nigéria. D'autres appuis à la formation du personnel financés par le Fonds Borlaug seront alloués en 2014.

Système d'information de gestion

Le Système d'information de gestion (SIG) a sensiblement amélioré les circuits de communication au sein de

l'organisation. Le partage de documents et d'information par téléchargement sur le site internet est désormais une routine adoptée par tous les membres de l'encadrement supérieur. Les rapports trimestriels, semestriels et annuels sont diffusés de cette manière ; les comptables téléchargent leurs livres de dépenses mensuels sur le SIG pour que les personnes concernées puissent y accéder et travailler dessus. Pour chaque catégorie (DE, DG, DT, DN), il existe un dossier privé et un dossier commun afin de veiller au respect des informations confidentielles.

Mobilisation des ressources

Comme indiqué dans le Plan stratégique, depuis sa création, la SAA a bénéficié du soutien solide et assidu de la Nippon Foundation, la plus grande organisation humanitaire du Japon. Un tel soutien à long terme est rare et a permis à la SAA de se concentrer sur la mise en œuvre de son programme avec cohérence. Toutefois, les niveaux de financement ont été relativement constants ces dernières années, ce qui a bridé les capacités de la SAA et de SAFE dans leur désir d'élargir leurs travaux.

La SAA a réussi à diversifier ses sources de financement. Outre la Nippon Foundation, la SAA reçoit un financement de l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA) et de la Fondation Bill & Melinda Gates (BMGF) ; l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) qui soutient actuellement deux projets de la SAA, le projet Achats pour le progrès du Programme alimentaire mondial (PAM-P4P) et celui de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) en Éthiopie. Le programme SG 2000 Nigéria de la SAA a participé aux phases I et II du projet USAID-MARKETS. Toujours au Nigéria, quatre États – Jigawa, Adamawa, Gombe et Kano – ont procuré un soutien supplémentaire hors du cadre du programme SG 2000 Nigéria.



Juliana Rwelamira, Directrice générale, dans son bureau à Addis-Abeba

THÉMATIQUE 1

Amélioration de la productivité agricole

La thématique de l'Amélioration de la productivité agricole (APA) a pour objectifs premiers d'accroître la productivité agricole et de renforcer les capacités des agriculteurs et des systèmes nationaux de vulgarisation dans les quatre pays phares. Par conséquent, nous mettons en place des plateformes d'apprentissage agricole rentables qui améliorent la productivité des systèmes alimentaires des petits exploitants, notamment pour les agricultrices pauvres en ressources, ce qui permet de renforcer la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance.

Les plateformes d'apprentissage agricole (PAA) sont utilisées par la thématique APA pour nourrir et renforcer les capacités et compétences des agriculteurs et pour familiariser les vulgarisateurs avec les concepts novateurs et rentables de fourniture de systèmes de service agricole. Les trois principaux éléments d'une PAA sont :

- des démonstrations à même les champs des agriculteurs en guise de sites d'apprentissage pour la formation de groupes d'agriculteurs ;
- des séances de formation par les vulgarisateurs à l'intention des agriculteurs, au moins trois à cinq fois par cycle végétatif ;
- un suivi, une évaluation et un retour sur toutes les activités entreprises avec les participants de manière à tirer des enseignements et échanger des expériences tout en améliorant nos efforts et notre approche méthodologique.

En 2013, la thématique APA a poursuivi ses efforts en vue d'atteindre les objectifs fixés par le Plan stratégique de la SAA, en élargissant sensiblement ses activités de terrain dans trois des quatre pays phares, le Nigéria, l'Ouganda et l'Éthiopie. Au Mali, notre présence sur le terrain a dû être revue à la baisse en raison de la situation politique et sécuritaire délicate régnant dans le pays. Toutefois, en 2014, nous allons accroître nos efforts, car les institutions nationales exercent un contrôle administratif total sur nos régions opérationnelles.

Les deux ou trois mois qui précèdent le début du cycle de végétation sont généralement très chargés pour les différentes équipes nationales de l'APA. À l'issue des sessions de planification avec les services nationaux de vulgarisation, les intrants ont besoin d'être achetés et reconditionnés pour la mise en œuvre des différentes démonstrations sur le terrain – parcelles d'options technologiques, démonstrations par bon



Toucher 60 à 70 000 agriculteurs dans quatre pays phares : Andreas Oswald, à droite

destinées aux femmes, parcelles de variétés communautaires et démonstrations de prégermination. Ainsi, en 2013, nous avons distribué aux vulgarisateurs plus de 40 tonnes de semences de céréales et de légumineuses, quelque 37 tonnes de semences de pommes de terre et plus de 140 tonnes d'engrais chimiques dans les quatre pays phares, en sachets de quelques centaines de grammes pour les semences ou en sacs de deux à cinq kilos pour les engrais.

À l'issue de la distribution des intrants, les équipes ont commencé la formation des formateurs (vulgarisateurs) afin d'améliorer leurs compétences et leurs capacités à former les agriculteurs. Cette année, nous avons formé un total de 1 800 vulgarisateurs lors de trois sessions de formation, ce qui représente une hausse d'environ 40 pour cent sur 2012.

Les vulgarisateurs ont ensuite organisé des réunions avec les agriculteurs à plusieurs reprises pendant la campagne. Le nombre total d'agriculteurs formés durant la totalité de la campagne a largement dépassé 100 000 individus mais comme il se peut que les mêmes agriculteurs aient participé à plusieurs sessions, nous estimons que nous avons touché 60 000 à 70 000 exploitants dans les quatre pays, une hausse de plus de 100 pour cent par rapport à 2012. Pour toucher autant de producteurs, nous avons dû accroître le nombre de nos démonstrations sur le terrain de façon à ce que les exploitants

Tableau 1 : Adoption de technologies introduites par la thématique APA dans des *woredas* (districts) désignés de l'Éthiopie

Technologie	2011	2012	2013	Nombre de <i>woredas</i> évalués
Semis en lignes				
Teff	70 ha	450 ha	5 680 ha	8
Blé	3 170 ha	5 970 ha	15 770 ha	11
Orge	510 ha	940 ha	1 910 ha	5
Variété				
Teff – Kuncho	introduit	2 170 ha	11 590 ha	6
Application d'engrais				
DAP	8 560 kg	11 150 kg	12 220 kg	11
Urée	7 580 kg	9 250 kg	10 680 kg	11



puissent voir et évaluer en personne les technologies nouvelles ou perfectionnées et leur effet sur la croissance des plants et les rendements et pour qu'ils puissent comparer ces technologies avec leurs propres méthodes de production. Par conséquent, les équipes nationales de l'APA ont pu mettre en place plus de 7 000 parcelles pour démontrer des technologies comme l'application d'engrais, les semences de qualité, les nouvelles variétés, les techniques de prégermination, le travail de conservation du sol, les techniques de récupération de l'eau et bien d'autres encore (Tableau 1). Cela signifie qu'en 2013, nous avons eu 75 pour cent de parcelles de démonstration de plus qu'en 2012 dans les champs des agriculteurs.

Les journées champêtres constituent un autre outil important pour porter les technologies nouvelles et perfectionnées à la connaissance des agriculteurs, des vulgarisateurs et autres agents officiels et parties prenantes. Des journées champêtres ont été organisées dans tous les pays, mais à des échelles différentes. Ainsi, en Ouganda, en Éthiopie et au Nigéria, de par tradition, toutes les journées champêtres ont lieu au niveau du district ou de la zone alors qu'au Mali, elles sont mises en œuvre directement dans les villages. Dans les quatre pays, nous avons organisé un total de 461 journées champêtres auxquelles ont participé plus de 160 000 agriculteurs.

Si ces chiffres, et surtout le taux d'augmentation par rapport à 2012, sont certes impressionnants et montrent que la thématique APA est capable de démultiplier son échelle grâce à sa méthodologie et son approche de vulgarisation, nous devons tout de même réfléchir au fait que plus de 50 pour cent de toutes ces activités (démonstrations, séances de formation, journées champêtres) n'interviennent qu'en Éthiopie. Ceci s'explique par le fait que nous avons plusieurs projets financés par des bailleurs de fonds en Éthiopie et aussi parce qu'il existe dans ce pays une infrastructure en place grâce aux centres de formation agricole et à un nombre élevé de vulgarisateurs, ce qui n'est pas le cas dans les autres pays. L'autre extrême est le Mali où notre présence sur le terrain a tant diminué qu'elle ne représentait plus que moins de 10 pour cent de toutes nos activités en 2013. Les raisons de ce constat sont la situation

politique et sécuritaire du pays mais, hormis cela, on évoque aussi les énormes distances entre les régions, les communes et les villages, le manque de vulgarisateurs et la précarité des infrastructures routières qui affectent notre présence et notre impact auprès des agriculteurs ainsi que la rentabilité de nos opérations. Toutefois, ces dernières années (2009-2012), nous avons pu montrer que lorsqu'on dispose du financement requis et de la bonne technologie (microdosage des engrais), les rendements agricoles peuvent augmenter, de sorte que la productivité et les recettes économiques s'en trouvent sensiblement améliorées.

En 2013, nous avons réussi à mieux coordonner les activités avec la thématique 3 (les partenariats public-privé (PPP) pour la fourniture de services de vulgarisation et l'accès au marché) afin d'améliorer les services rendus aux agriculteurs, tels que la fourniture d'intrants (semences, engrais) ou les conseils en marketing. Pour la thématique APA, il s'agit là d'une collaboration essentielle car ce n'est que si les agriculteurs ont accès à des intrants de qualité au moment opportun et à un coût raisonnable et s'ils voient ainsi l'occasion de vendre leurs produits au juste prix, qu'ils décideront d'adopter les nouvelles technologies (nécessitant des intrants) et adopteront des méthodes de production durables capables de préserver la ressource. En 2014, nous tablons sur un renforcement de cette collaboration afin d'exploiter au mieux les synergies entre les deux thématiques.

Bien que nos activités se soient sensiblement intensifiées en 2013, le nombre de personnel au service de la thématique APA n'a que peu augmenté. Nous employons deux nouveaux agents de programme en Ouganda et trois nouveaux en Éthiopie. Au complet, l'équipe APA compte 21 personnes et nous avons travaillé dans la plupart des pays au maximum de ce que pouvaient réaliser les équipes sans risquer de compromettre la qualité de leurs travaux. À cet égard, 2013 a été un défi important pour les équipes nationales et la direction de l'APA reconnaît parfaitement le dévouement et l'excellent travail fourni durant une année qui a été particulièrement chargée.



Des agriculteurs maliens et un chargé de programme de la SAA évaluent une parcelle de démonstration de sorgho

THÉMATIQUE 2

Vulgarisation sur les systèmes post-récolte et d'agroindustrie (PRAI)

La thématique PRAI s'aligne sur la stratégie de vulgarisation de la SAA orientée sur la chaîne de valeur en la complétant toutefois par une amélioration de la productivité agricole. Durant l'atelier régional du personnel de la thématique 2, qui s'est tenu du 11 au 15 décembre 2013 à Bahir Dar en Éthiopie, auquel ont aussi assisté les directeurs des autres thématiques, les directeurs nationaux et leurs adjoints, les piliers de la thématique 2, à savoir exploitation, objectifs précis et résultats anticipés, ont été passés en revue et décortiqués par souci de clarté et de coordination.

Globalement, l'objectif de la thématique 2 est d'améliorer les systèmes de manutention post-récolte, de stockage et de transformation des produits agricoles afin de réduire les pertes, en vue d'accroître les revenus et d'améliorer les moyens de subsistance des petits exploitants et des agrotransformateurs. Quatre conditions et axes de réflexion ont été identifiés comme susceptibles d'aboutir aux produits et résultats souhaités :

1. l'utilisation de technologies appropriées de manutention post-récolte, de stockage et d'agrotransformation ;
2. inciter les vulgarisateurs à dispenser des formations et des services conseils en technologies de stockage et d'agrotransformation valorisante ;
3. développer des entreprises d'agrotransformation, notamment avec des femmes et des jeunes ;
4. encourager des prestataires de services privés à fournir des technologies et des services aux agriculteurs et à les entretenir dans la durée pour leur permettre d'économiser de la main-d'œuvre et d'accroître leur efficacité.

Les activités sont conçues pour atteindre de bonnes performances en manutention et stockage après-moisson, créer des activités génératrices de revenus grâce au développement d'entreprises valorisantes ouvertes aux femmes et aux jeunes, tout en soutenant l'adoption de techniques post-récolte améliorées en fournissant un accès facile aux technologies, sans oublier les services d'entretien et de réparation associés.

Mesures des résultats et leurs indicateurs

Deux ans après le début du programme, notre équipe s'est lancée dans une évaluation des pertes post-récolte par chaque programme pays afin de déterminer les pertes réelles après moisson des principales cultures vivrières et de rapport. Par ailleurs, les pertes après récolte, une fois les techniques recommandées utilisées, sont actuellement suivies et mesurées. La réduction des pertes après récolte en raison de nos interventions est donc l'un des indicateurs de résultats.

L'équipe se heurte encore à des difficultés pour mesurer les résultats sur la base des écarts de prix reçus par les producteurs qui offrent des produits de qualité. Les marchés informels, accessibles aux petits producteurs, sont encore dominés par des négociants qui, en principe, dictent le prix des produits de base et ne donnent pas d'incitations aux petits producteurs à investir dans des processus d'accroissement de la qualité. Les normes de qualité, s'il y en a, ne sont pas appliquées rigoureusement. En collaboration avec la thématique 3, chaque équipe nationale sensibilise les parties prenantes à des caractéristiques et des normes de qualité ainsi qu'aux avantages correspondants, y compris les incitations de prix pour des produits de qualité.

Les entreprises agroindustrielles hors exploitation dirigées par des groupements de femmes ont exercé un impact non seulement en termes de revenu mais aussi en termes d'amélioration du niveau de vie des familles rurales.

Les prestataires de services privés jouent un rôle de premier plan en offrant aux agriculteurs et aux transformateurs un accès à des technologies et des services très prisés. Ces prestataires se déclarent satisfaits de la façon dont les affaires leur permettent de gagner leur vie et ils sont ravis de pouvoir aider les petits exploitants à gérer leur exploitation de façon plus performante. L'analyse économique de la batteuse polyvalente, qui procure un service de battage aux producteurs de teff en Éthiopie, a donné lieu à un ratio bénéfice-coût (RBC) de 2,68 au bout de deux ans avec un taux de rendement interne (TRI) égal à 61,7 pour cent. En Ouganda, les agriculteurs ont aussi commencé à faire appel à des services d'égrenage de maïs, ce qui leur a permis de décortiquer rapidement leur maïs avant qu'il ne se détériore. Au Nigéria, les transformateurs de riz et d'huile d'arachide fournissent des services à d'autres transformateurs, ce qui augmente leur revenu.

Notre équipe est résolument décidée à encourager davantage d'entrepreneurs privés, notamment les jeunes vivant en milieu rural, de manière à ce qu'un plus grand nombre d'agriculteurs et d'agrotransformateurs puissent accéder à leurs technologies.

Les PHELP et le modèle d'entreprise agricole

L'établissement de Plateformes d'apprentissage et de vulgarisation sur les systèmes post-récolte et d'agroindustrie (PHELP) dans les différents pays a présenté divers problèmes du fait du besoin d'une structure pour héberger les différentes options technologiques de démonstration, de formation et de développement d'entreprise. Dans de nombreux cas, nous avons

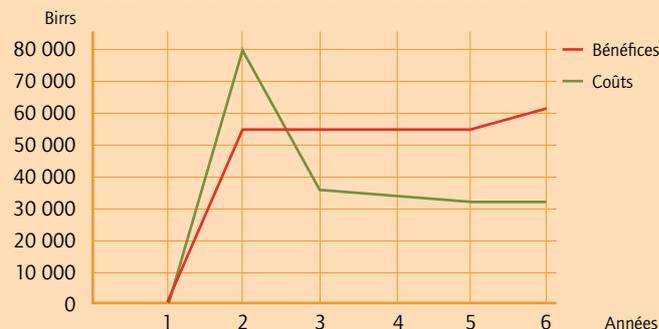
Les entreprises d'agrotransformation offrent des denrées de qualité et un revenu aux transformateurs :

- En Éthiopie, des membres de groupements de femmes soutenus par le Projet de partenariats de la JICA (PPJ) ont rapporté que leur revenu annuel était passé de 650 à 7 400 birrs éthiopiens (soit de 35 à 390 dollars environ) rien qu'avec la transformation des épices (à rapprocher d'un revenu de zéro lorsqu'elles ont commencé) ; soit un bénéfice net à la vente de 21 %. La transformation d'arachides leur a donné un bénéfice net de 41 % à la vente.
- Au Nigéria, l'entreprise de transformation du manioc dirigée par un groupement de femmes à Ganye, dans l'État d'Adamawa a enregistré un bénéfice net de 64 % issu de la vente de « garri » (plat à base de manioc râpé et grillé en Afrique de l'Ouest).





Seuil de rentabilité avant financement calculé à un taux d'intérêt de 14 %



Partenariats et collaborations

L'approche novatrice de la SAA en matière de vulgarisation PRAI contribue à faciliter l'adoption de technologies améliorées et encourage d'autres agences de développement à faire de même.

En 2013, PRAI a collaboré avec la JICA, le CIMMYT, le P4P du PAM et AGRA pour mettre en œuvre certaines de ses activités. La JICA, grâce à son programme de partenariats, avait soutenu le développement d'entreprises agroindustrielles par neuf groupements de femmes qui gagnent désormais leur vie grâce à leurs opérations de transformation agricole. Sur la base de ce projet, l'Agence de transformation agricole (ATA) d'Éthiopie a accordé un financement pour développer davantage de groupements de femmes afin qu'elles élargissent leurs activités économiques.

Le CIMMYT a octroyé un financement pour soutenir la SAA dans la promotion d'un silo métallique en Éthiopie afin de garantir un stockage à l'abri des insectes. Le PAM a accordé une enveloppe à la SAA pour former des petits exploitants aux bonnes techniques de manutention et de stockage des récoltes pour veiller à la mise au marché de produits de qualité. AGRA soutient un projet au Mali qui vise à améliorer la gestion post-récolte et la commercialisation et a établi dix Centres d'échanges et de systèmes post-récolte qui proposent à leurs membres des services de battage, de nettoyage et de stockage, et font office de plateforme pour la commercialisation groupée.

Au sein de la SAA, il est essentiel que nous assurions une liaison avec les autres thématiques, et notamment les thématiques 1 et 3. Les transformateurs ont besoin d'être constamment approvisionnés en matières premières et nourris en connaissances et en compétences sur la gestion des entreprises et d'être en lien avec l'information de marché qui leur permettra de fournir la quantité et la qualité de produits que le marché recherche.

La thématique PRAI de la SAA demeure confrontée à la lenteur de l'adoption des technologies, qui sont pour la plupart difficilement abordables pour les petits agriculteurs et transformateurs. Notre équipe continuera de suivre les progrès que nous avons accomplis dans la promotion de techniques améliorées de manutention post-récolte, de stockage et de transformation et d'impliquer plus de parties prenantes, notamment des entités gouvernementales, pour qu'elles s'engagent dans la défense du programme et l'adoption des technologies.

essayé de rattacher les PHELP à des centres de formation et de commercialisation agricoles qui démontrent des options d'amélioration de la productivité ou là où les producteurs peuvent agréger leurs produits pour une commercialisation groupée. En Éthiopie, nous utilisons les centres de formation agricole (CFA) que l'on retrouve dans tous les *woredas*. Au Mali, nous avons recours à des centres de commercialisation du grain pour les organisations paysannes ou encore aux Niet@kene où les opérations de transformation primaire, telles que l'égrenage et le nettoyage, ou encore le groupage pour la mise au marché, sont effectués par les producteurs ; au Nigéria, nous avons essayé d'utiliser les infrastructures du Programme de développement agricole (PDA) ; en Ouganda, nous avons sélectionné plusieurs OSCA (Centres associatifs multiservices) qui fournissent des intrants et des services consultatifs aux agriculteurs sur les technologies de production.

Hormis dans le cas de l'Éthiopie, le programme n'est pas encore bien compris par bon nombre de nos parties prenantes. En revanche, le Modèle d'entreprise agricole (FEM) l'est mieux. Dans le concept initial, les entreprises agricoles (EA) sont censées émerger. Toutefois, nous avons constaté que les EA peuvent voir le jour directement à partir de groupes structurés de producteurs/transformateurs ayant des mécanismes de soutien appropriés tels qu'une formation, un accès à l'information sur les technologies et les marchés, ou encore des liens vers des ressources financières. Au Nigéria, nous assimilons cela à la mise en place d'agroentreprises, qui a donné de bons résultats. Au Mali, nous en sommes encore à analyser et à tirer des leçons de l'établissement des Centres d'échanges et de systèmes post-récolte (PhTC) ; il s'agit d'un modèle que nous pouvons recommander là où les groupements d'agriculteurs maîtrisent bien le système de récépissés d'entrepôt.

En gros, le modèle PHELP devrait être une plateforme pour diffuser l'information et former des parties prenantes à des options technologiques améliorées post-récolte et agroindustrielles, qui devraient ensuite s'épanouir en une entreprise agroindustrielle autosuffisante, à l'aide des technologies recommandées.

Notre équipe continuera d'organiser des démonstrations sur le terrain et de former les agriculteurs à des technologies améliorées de manutention post-récolte, de stockage et d'agrotransformation tout en diffusant des émissions multimédia pour toucher davantage d'agriculteurs et de transformateurs.

THÉMATIQUE 3

PARTENARIATS PUBLIC-PRIVÉ ET ACCÈS AU MARCHÉ (PPP&AM)

Les partenariats ont joué un rôle pivot dans les stratégies de la SAA depuis sa création en 1986. Par conséquent, la thématique 3, PPP&AM, a pour mandat d'établir des partenariats public-privé pour appuyer la fourniture de services de vulgarisation et le développement agricole des petits producteurs par un accès plus rentable aux marchés. La thématique 3 dessert la plupart des producteurs de la thématique 1 (Amélioration de la productivité agricole) et de la thématique 2 (Systèmes post-récolte et agroindustrie) en proposant des intrants, en mettant les producteurs en relation avec d'autres prestataires de services, avec les marchés et en prenant fait et cause pour la mobilisation de contributions en nature et en espèces émanant de partenaires qui sont prêts à soutenir la prestation de services de vulgarisation et à toucher davantage d'agriculteurs. On voit donc que la thématique 3 s'inscrit en complément des activités des thématiques 1 et 2. Quel que soit leur niveau, les agriculteurs exigent des intrants de production facilement accessibles et abordables, des prêts et des facilités de crédit pour les acheter, et des marchés pour y vendre leurs produits. Les négociants et les agriculteurs ont besoin d'augmenter la qualité et la quantité de leurs produits grâce à des technologies améliorées pour arriver à de meilleurs marchés.

Résultats anticipés sur la période 2012-2016

- Des réseaux modernisés et élargis de personnes ressources privées, de prestataires de services agroalimentaires et de conseillers qui apportent leur soutien à des organisations paysannes (OP) et des petites exploitations performantes au moyen de formations et de démonstrations de programme.
- Au moins 60 OP soutenues par un accompagnement et une formation officielle aux attentes du marché, à l'analyse de la chaîne de valeur et à la planification commerciale, afin d'accroître leurs capacités à s'impliquer dans des négociations, à se procurer des services et à procéder à des échanges commerciaux.
- Soixante-dix organisations privées, travaillant dans le domaine des semences, des cultures et des intrants de production agricole, reçoivent une formation spécialisée à prix coûtant.
- Alliances commerciales de producteurs (pour les OP et les entrepreneurs) identifiées et soutenues.
- Des systèmes et des circuits, reliant les prestataires de services privés et les entreprises d'agrotransformation à des institutions financières, qui sont bien cernés et bien appréhendés.

Réalisations jusqu'en 2013

Éthiopie

En tout, 14 modèles ont été élaborés pour faciliter l'exécution des activités ; les capacités de 75 prestataires de services ont été renforcées et 19 OP ont pu rédiger 35 plans



Magasin d'intrants dans le district de Mityana – centre de l'Ouganda : à tous les niveaux, les agriculteurs ont besoin de prix abordables et d'un accès aisé

d'affaires. Une formation en production de semences a été organisée avec 796 membres ; 127 OP ont été reliées à des entrepreneurs, parmi lesquels figuraient huit groupes de femmes et groupes de jeunes. Huit évaluations des besoins de crédit ont été effectuées ; 25 guides de prêt élémentaires ont été rédigés et ont permis à 2 352 groupes de producteurs d'ouvrir un compte, 197 sessions de formation en gestion financière ont été organisées et cinq associations villageoises de prêts et d'épargne (VSLA) ont vu le jour. Le montant total mobilisé s'est élevé à 621 000 dollars en raison d'une mise en œuvre rapide des activités.

Mali

La montée en puissance vers la réalisation du plan stratégique donne des résultats positifs au fil de l'adoption par les OP de modèles leur permettant de fonctionner comme des entités commerciales. Un forum d'échange multi-informations a été institué pour mettre en commun des stratégies de mise en œuvre. Une étude de marché a été effectuée et dix plans d'affaires ont été élaborés. Parallèlement aux plans d'affaires, cinq stages ont été organisés pour cinq fournisseurs d'intrants. Les trois modèles d'exploitation ont facilité les interactions de 100 associations de produits de base (APB) avec cinq entrepreneurs, ce qui a facilité la mise en place de cinq VSLA. Une formation en gestion financière et en crédit a été organisée pour dix APB et elle a donné lieu à l'ouverture de comptes et la souscription de prêts pour 50 d'entre elles. Tout cela a été rendu possible grâce au soutien assidu de la thématique 3 en faveur de l'émergence d'OP robustes au moyen de l'identification d'acteurs pertinents de la chaîne de valeur et du renforcement de leurs capacités pour aider les petits exploitants à accéder à de meilleurs marchés plus compétitifs par le biais de partenariats public-privé.

Les objectifs visés dans le Plan stratégique ont été atteints à 94 pour cent en raison des projets phares supplémentaires, comme le Projet d'urgence d'appui à la campagne agricole (PUCA) et AGRA, qui ont facilité la distribution d'intrants aux producteurs à raison de 734 tonnes d'intrants (essentiellement des engrais de type NPK, urée et DAP) pour un coût de 184 millions de francs CFA. On estime que quelque 10 000 producteurs (principalement dans le cadre du projet PUCA) ont été touchés par le biais de la thématique 3.

Nigéria

La détérioration de la situation sécuritaire dans le nord du Nigéria n'a pas empêché la thématique 3 d'enregistrer des progrès vers la réalisation des objectifs fixés dans le Plan stratégique. En guise de moyen pour toucher davantage d'acteurs le long de la chaîne de valeur, six modèles ont été mis au point et adaptés et ont facilité la réalisation d'une évaluation rapide des prestataires de services. Par la suite, un répertoire a été préparé et diffusé auprès de formateurs d'associations de produits de base (FAPB) et d'OP. Pour renforcer la collaboration, 15 forums d'échange d'informations plurinationaux ont été organisés au niveau national et régional et, en tout, 18 compétences de prestataire de services privé ont été renforcées en développement des entreprises. Un inventaire destiné à neuf OP a été compilé pour montrer les lacunes existantes le long de la chaîne de valeur. Pour garantir un accès opportun aux intrants, 72 producteurs de semences et 76 fournisseurs d'intrants ont été formés. Une étude de marché a été réalisée et elle a permis de renforcer les liens entre neuf OP et six entrepreneurs. Un montant total de 12 000 dollars a été mobilisé auprès du secteur privé pour mettre en place des services consultatifs appuyés par neuf FAPB qui ont réussi à toucher 4 800 producteurs. Cela a permis d'améliorer la qualité du grain fourni par les producteurs aux marchés structurés.

Un défi de taille qui a eu une incidence sur la thématique 3 concernait la sécurité et, notamment, la restriction de la liberté de mouvement, qui a entraîné une réduction du temps de travail officiel. L'interdiction frappant les motos en guise de moyens de transport en certains points de l'État d'Adamawa et d'autres régions a nui à la qualité de la facilitation et de la supervision du rôle des FAPB.

Ouganda

En Ouganda, des progrès notables ont été accomplis vers la réalisation des objectifs visés dans le Plan stratégique au moyen de cinq modèles. Les projets phares supplémentaires tels que aBi-Trust et K+S ont amélioré les résultats. Des réunions de planification multi-information (16) ont été organisées comme points de départ vers la mise en œuvre et la dotation en capacités de 53 prestataires de services. Elles ont permis de renforcer l'exécution des activités. Une étude de marché actualisée a montré que 25 gros acheteurs –

Savannah, Watcha and Sons, et des brasseries ougandaises – ainsi que 60 opérations locales, se sont procuré quelque 3 730 tonnes de produits auprès de centres associatifs multiservices (OSCA) et de 504 petites OP. Pour améliorer la réalisation des activités, 28 formations ont été dispensées – en gestion financière, manipulation des intrants, tenue de registres, leadership, négociation et commercialisation – et ces formations ont permis à 31 VSLA d'économiser chacune quelque 2 800 dollars en moyenne. Huit plans d'affaires ont été mis en œuvre portant sur 14 chaînes de valeur. Du fait des résultats positifs obtenus grâce aux cinq modèles, à certaines ONG comme Feed the Future, des banques comme Opportunity et des enchéristes comme Savannah, les produits de base s'adaptent et utilisent les modèles préconisés par les FAPB. De même, des institutions, comme l'Université de Makerere, procèdent à un complément d'études sur les modèles. Les résultats positifs ont facilité la mobilisation de 37 650 dollars auprès de sociétés comme Victoria Seeds, NASECO, et Opportunity Bank sous forme d'intrants et de formation. La plupart des centres associatifs multiservices (OSCA), alors qu'ils étaient sur le point de mettre la clé sous la porte, sont désormais armés pour se diversifier, tout particulièrement à Lira, Ziobwe, Mahyoro, Buikwe et Bugiri.

Il y a eu des améliorations notables en termes d'accès aux intrants pour les producteurs ; les sociétés d'intrants utilisent des FAPB et des agents villageois pour toucher les producteurs et veiller à ce qu'ils reçoivent des intrants lorsqu'ils en ont besoin. En tout, 2 922 223 tonnes de céréales et de légumineuses d'une valeur de 842 949 dollars ont été produites aux termes de contrats et vendues par 504 OP.

Généralement, la thématique 3 a obtenu de bons résultats en 2013 ; de fait, le projet a accompli des progrès vers l'atteinte des objectifs fixés pour la plupart des cibles énoncées dans le cadre logique. Les accomplissements (qui atteignent, dans certains cas, entre 89 et 100 pour cent des cibles énoncées dans le cadre logique) ont été rendus possibles par un degré supérieur de collaboration inter-thématique, principalement au niveau national, un suivi plus proche des travaux des champs par les producteurs et d'autres partenaires et l'intensification des FAPB ainsi que des magasins d'intrants/extrants plus proches des producteurs. Il convient aussi de faire mention de la nouvelle structure de gestion décentralisée de la thématique 3. Les directeurs nationaux de la thématique 3 arrivent de mieux en mieux à superviser le travail de leurs équipes dans les différents pays.

*Préparé par Emmanuel Kayaayo
Directeur national adjoint, Ouganda*

SAFE/THÉMATIQUE 4

Fonds Sasakawa pour l'Afrique de formation à la vulgarisation

L'événement le plus marquant de 2013 a peut-être été la célébration des 20 années d'existence du projet SAFE – que l'on qualifie parfois de contribution sans pareille de la Sasakawa au renforcement des capacités. La philosophie directrice de SAFE repose sur des établissements d'enseignement supérieur africains offrant des possibilités de formation qui répondent à un besoin d'appui à l'agriculture et au développement rural.

Éthiopie

Lancement de nouveaux programmes

L'Université de Wollo et l'Université de Jimma ont lancé le programme de formation du personnel de vulgarisation en milieu de carrière à partir de leurs propres ressources. L'Université d'Arba Minch se prépare également à démarrer le programme. À cet égard, l'Éthiopie donne un exemple très positif et très prometteur en termes d'utilisation des ressources locales.

En Éthiopie, on ne compte désormais pas moins de sept universités dans le réseau SAFE : Arba Minch, Bahir Dar, Haramaya, Hawassa, Jimma, Mekele et Wollo. Un atelier de lancement a été organisé à l'Université de Wollo le 5 juin 2013, auquel d'autres universités ont pu participer afin de partager leurs expériences.

Compte tenu du grand nombre de titulaires de diplôme en Éthiopie et du fait qu'il existe désormais plus de 30 universités, SAFE envisage d'adopter une approche plus stratégique qui consisterait à utiliser ses ressources limitées pour encourager l'élargissement des programmes à d'autres universités. On y parviendra en facilitant le partage d'expériences entre les universités et en s'assurant de la mise à disposition de supports pédagogiques et d'apprentissage.

Atelier de parties prenantes

Un atelier de parties prenantes en vue de mettre en commun les expériences a été organisé en Éthiopie le 10 mai 2013 à l'intention des chefs de bureau régional agricole, des doyens et des chefs des services de vulgarisation dans 13 universités et dans 4 collèges de formation agricole. Les chefs du bureau régional ont rendu leur rapport sur leurs efforts et leurs projets pour la mise à niveau des agents de développement (AD) ; et sur ce qu'ils attendent des universités. Quant aux doyens, ils ont rendu rapport sur la façon dont ils avaient répondu aux besoins des employeurs et ils ont expliqué ce qu'ils attendaient de la nature de leurs partenariats avec ces derniers dans le cadre de la formation de vulgarisateurs en milieu de carrière. Le second objectif de l'atelier était de persuader davantage les universités de souscrire au programme de formation des agents en milieu de carrière en utilisant leurs propres ressources.

Atelier de formation SEP

Un atelier de formation de deux jours portant sur les stages supervisés en entreprise (SEP) a été organisé du 18 au 20 février 2013 pour 22 membres du personnel de sept universités d'Éthiopie. On espère ainsi que l'exécution des SEP pourra être uniformisée dans les sept universités.

Formation sur la chaîne de valeurs

Un formateur recommandé par Winrock International a dirigé une formation réunissant 24 membres du personnel des



L'ancien président du Bénin et membre du Conseil de la SAA/SAFE, Nicéphore Soglo, décerne un certificat au Prof. S.K Adjepong en reconnaissance de sa contribution remarquable au programme SAFE, qu'il a aidé à fonder à l'Université de Cape Coast en 1993

7 universités (Éthiopie) du 11 au 15 mars 2013. Le formateur a réussi avec brio à faire passer les messages suivants :

Lorsqu'ils considèrent la totalité de la chaîne de valeurs, les agriculteurs maîtrisent mieux ce qui se passe sur leur exploitation. Par conséquent, plus nous pouvons les aider à faire ce qui a besoin d'être fait à la ferme, plus ils seront à même de tirer parti de la chaîne de valeurs.

1. La nécessité d'une analyse des coûts-avantages a également été soulignée et le formateur a donné divers exemples de « propagande » orchestrée par des ONG et des étudiants universitaires où les rapports donnent l'impression qu'un travail magnifique est accompli avec les agriculteurs sans pour autant donner la moindre preuve d'un avantage concret pour les exploitants.
2. Les agriculteurs auront besoin de se mécaniser. Cette nécessité crève les yeux dans un pays où les agriculteurs battent encore leurs cultures en circulant dans les champs. Dans de telles circonstances, il va sans dire que le taux de récupération du produit sera faible et le grain de piètre qualité puisqu'il sera mélangé avec de la terre, de la bouse et de l'urine.

Rédaction de modules

Hormis pour une matière, qui reste dans sa version provisoire en raison d'une certaine confusion entre les auteurs, nous avons désormais une première édition des supports pédagogiques complets pour toutes les matières enseignées dans le cadre du programme de formation des agents en milieu de carrière en Éthiopie. Nous avons organisé leur transfert sur un CD-Rom que nous avons ensuite distribué à 13 universités et 4 collèges agricoles.

BMGF

Le SAFE a poursuivi son implication dans le projet de la Fondation Bill & Melinda Gates (BMGF) en Éthiopie. La principale tâche réalisée durant l'année a été la supervision et



L'appui technique aux Centres de ressources de vulgarisation pour les *woredas* (WERC). Une formation sur le tas portant sur l'utilisation de sites web et de cours de maintenance élémentaire en informatique a été assurée dans des Centres d'enseignement professionnel et technique en agriculture (ATVET) à l'intention de 45 techniciens spécialisés (TS) et 65 agents de développement (AD).

Nigéria

Le problème de sécurité au Nigéria a contribué à la diminution du taux d'inscription à l'Université d'État d'Adamawa. De fait, l'admission à cette université a diminué de 40 pour cent durant l'année universitaire.

Une évaluation externe du programme a été entreprise à l'Université Ahmadu Bello (ABU) et à l'Université de Bayero (BUK). Les conclusions montrent que le programme a été couronné de succès dans les deux universités. Le programme a été bien fréquenté par les stagiaires et bien patronné par les pouvoirs publics des États participants et autres prestataires de services de vulgarisation agricole.

La principale observation est que le programme SAFE est indéniablement devenu une institution bien établie et un mécanisme permettant d'améliorer les compétences du personnel et les piètres performances du service de vulgarisation agricole au Nigéria. L'utilité et l'impact du projet ont été acclamés haut et fort et il a reçu l'aval des utilisateurs de ses produits.

Les communautés où des SEP ont été mis en œuvre ont immensément bénéficié d'une meilleure production, d'un meilleur développement des entreprises, d'une réduction de la pauvreté, d'une hausse des revenus et de meilleurs moyens de subsistance.

Ouganda

Le programme de formation à distance a été inauguré à l'Université de Makerere en septembre 2012. Cinquante-quatre candidats ont été admis. Un séminaire départemental a été



Ruth Oniang'o remet à PV Obeng un exemplaire de *Setting the Grassroots on Fire*, l'histoire de la Sasakawa au Ghana, lors des célébrations marquant le 20^e anniversaire du programme SAFE à Accra au Ghana. L'ancien Conseiller spécial du président du Ghana est récemment décédé

organisé en mai 2013 afin d'explorer comment accueillir dans le programme les élèves sortant du secondaire. Le principal résultat de la réunion a été de mettre au point un programme à cursus parallèle – l'un pour les professionnels en milieu de carrière et l'autre pour les diplômés sortant du secondaire.

Renforcement des organisations paysannes

Des ateliers en vue du lancement du projet de renforcement des organisations paysannes ont été organisés dans tous les pays phares de la SAA en 2013. Des représentants des secteurs public et privé ont assisté aux ateliers. Par ailleurs, des ateliers nationaux de consultation avec les parties prenantes ont été organisés afin de discuter des contraintes, des défis et de la manière d'aller de l'avant dans la mise en œuvre du projet. Les ateliers ont identifié plus de 15 chaînes de valeurs concernant des produits de base et ont proposé des options d'interventions en vue de développer des organisations paysannes viables.

Sur la base des besoins de formation identifiés, des modules de formation organisationnelle ont été mis ou point, portant sur l'élaboration d'un plan d'activités, la gestion organisationnelle, la gestion des entreprises et la chaîne de valeurs. Ces modules ont été utilisés pour former les dirigeants des organisations paysannes et les techniciens spécialisés.

Durant l'année, des visites d'apprentissage pratique ont été organisées à l'intention des dirigeants d'organisations paysannes afin d'élargir leur appréciation des avantages économiques offerts par les interventions sur les produits de base de la chaîne de valeurs.

Deux plateformes multipartites de chaîne de valeurs (MAVCP) ont également été établies dans la région de Ségou au Mali avec des partenaires impliqués dans la chaîne de valeurs du niébé. Le Nigéria a établi six MAVCP pour divers produits (maïs, sésame, soja et riz). Tous les intervenants de ces chaînes de valeurs sont représentés dans les plateformes.

L'Ouganda a procédé à l'identification et la vérification des organisations paysannes dans 10 districts. Il convient de souligner que les organisations paysannes en Ouganda en sont à des niveaux différents et doivent donc être traitées différemment. Cent (100) organisations paysannes ont été recensées et sélectionnées dans 10 associations de centres multiservices. Le Mali a mis au point un répertoire comprenant 117 organisations paysannes, alors que le Nigéria en compte 75 et l'Éthiopie 118.

Activités régionales

Un atelier régional de réseautage pour l'Afrique de l'Est a été organisé à Morogoro, en Tanzanie, du 14 au 16 août 2013. Le thème de l'atelier était : « Consolider l'orientation sur la chaîne de valeurs agricole du programme de licence (BSc) pour les vulgarisateurs en milieu de carrière ».

Les défis auxquels sont confrontés les petits exploitants lorsqu'ils tentent de trouver leur place dans l'économie monétaire sont énormes. Ils ont besoin d'un appui solide venant de vulgarisateurs agricoles dûment formés et dotés des connaissances appropriées et des compétences pertinentes pour impulser le processus de modernisation agricole. À l'heure actuelle, les petits exploitants ne tirent pas pleinement profit de leurs activités du fait de l'absence de la valeur ajoutée de leurs produits agricoles. Ceci tient en partie au fait que les services de vulgarisation se concentrent sur l'amélioration

SAFE/THÉMATIQUE 4

Fonds Sasakawa pour l'Afrique de formation à la vulgarisation

de la production et de la productivité et abandonnent les producteurs quand arrive la moisson. Ces services sont structurés de manière à se concentrer sur la production.

L'atelier a procuré une plateforme à la fois aux employeurs et aux universités pour passer en revue leurs progrès vers un programme véritablement orienté sur la chaîne de valeurs. Les objectifs spécifiques de l'atelier étaient les suivants.

Pour les employeurs, il s'agissait de :

- mettre en commun leurs expériences avec le personnel des services de vulgarisation dans le cadre du développement d'une approche de vulgarisation orientée sur les chaînes de valeurs ; et,
- présenter ce qu'ils attendent des universités du point de vue des besoins de développement de leur personnel de vulgarisation.

De leur côté, les universités souhaitaient :

- partager leurs expériences avec le programme de formation des vulgarisateurs en milieu de carrière ; et,
- faire le point sur les progrès vers la mise en œuvre d'un programme basé sur l'approche par chaîne de valeurs.

Un atelier de consultation sur l'élaboration de manuels de formation et sur le mode d'apprentissage à semi-distance a été organisé au Burkina Faso à l'intention des pays francophones.

Statistiques concernant les étudiants inscrits au programme SAFE au mois de mars 2014			
Cursus de licence ou de diplômes en milieu de carrière			
	Diplômés	Inscrits	Total
Université de Cape Coast, Ghana (Licence)	476	25	501
Collège agricole de Kawadaso, Ghana (Diplôme)	534	23	557
Haramaya, Éthiopie (Licence)	427	80	507
Hawasa, Éthiopie (Licence)	154	51	205
Makerere, Ouganda (Licence)	188	205	393
Sokoine, Tanzanie (Licence)	717	309	1 026
IPR/IFRA, Mali (Maîtrise)	177	27	204
Centre Samanko, Mali (Diplôme)	101	26	127
Ahmadu Bello, Nigéria (Licence)	137	13	150
Université Bayero, Nigéria (Licence)	103	52	155
Abomey-Calavi, Bénin (Licence)	111	46	157
Bobo-Dioulasso, Burkina Faso (Licence)	69	51	120
Université de Lilongwe, Malawi (Licence)	62	13	75
Université de Bahir Dar, Éthiopie (Licence)	0	32	32
Université de l'État d'Adamawa, Nigéria (Licence)	0	24	24
Université d'Illorin, Nigéria (Licence)	0	15	15
Université de Mekele, Éthiopie (Licence)	0	79	79
Université de Wollo, Éthiopie (Licence)	0	29	29
Université de Jimma, Éthiopie (Licence)	0	0	0
Total partiel	3 256	1 100	4 356
BOURSES D'ÉTUDES			
	Diplômés	Inscrits	Total
Diplôme	6	0	6
Licence	32	0	32
Maîtrise	59	2	61
Doctorat	5	6	11
Total partiel	102	8	110
Total général	3 358	1 108	4 466



Une étudiante en milieu de carrière à l'université d'Hawassa parle de son SEP – un projet dans le cadre duquel elle travaille sur la production de pommes

Neuf manuels de formation à la vulgarisation agricole au niveau licence (BSc) ont été passés en revue et discutés.

Une visite d'échanges à l'Université de Cape Coast (UCC), Ghana a été organisée à l'intention des vice-chanceliers, des doyens et des chefs de département de l'Éthiopie et du Nigéria. La visite est arrivée à point nommé et a été jugée utile par les participants. Ils ont pris connaissance des principaux facteurs de la réussite du programme SAFE. Tous sont convenus qu'une étroite collaboration devrait exister entre les différentes universités.

SAFE a fêté son 20e anniversaire au Ghana les 6 et 7 novembre 2013 sous le thème « Vingt ans de formation en vulgarisation en Afrique : l'art et la manière SAFE ». La cérémonie d'inauguration, lors de laquelle le livre relatant l'historique des programmes de la Sasakawa au Ghana a été lancé, s'est déroulée au Palais des congrès international d'Accra. L'inauguration a été suivie d'un symposium organisé à l'UCC, là-même où le programme SAFE avait vu le jour 20 ans plus tôt. Le symposium a abordé les thèmes suivants :

1. l'élaboration des programmes – les défis de la chaîne de valeurs ;
2. la parité hommes-femmes – comment surmonter les obstacles à la vulgarisation ;
3. la vulgarisation – le nouveau rôle du secteur privé et de la communauté des bailleurs de fonds ; et
4. comment affronter les défis de la formation du personnel de vulgarisation en milieu de carrière.

Les participants ont également visité quelques SEP sélectionnés.

L'initiative SAFE est confrontée à plusieurs défis.

En premier lieu, c'est le soutien insuffisant que les employeurs accordent aux SEP qui sont pourtant si importants pour les étudiants. Il est nécessaire de renouer le dialogue de manière proactive avec les employeurs, et notamment les ministères de l'Agriculture, pour que les SEP reçoivent le soutien financier et logistique qu'ils méritent.

SAFE a entamé l'élaboration de nouveaux modules en mettant l'accent sur l'importance de la chaîne de valeurs. Le développement de certains modules a pris du retard dans plusieurs établissements à cause de l'emploi du temps très chargé des enseignants en charge de rédiger ces modules.

Jusqu'ici, la Nippon Foundation est le seul bailleur de fonds de l'initiative SAFE. Il est impératif d'attirer d'autres donateurs mais l'exercice est loin d'être simple. Les donateurs ne semblent pas décidés à donner la priorité à la formation en vulgarisation agricole.

La retraite annuelle organisée par SAFE s'est tenue à Hawassa en Éthiopie les 25 et 26 juin 2013.

THÉMATIQUE 5

Suivi-évaluation, apprentissage et dissémination (SEA&D)

La thématique SEA&D entend renforcer les programmes de la SAA fondés sur la preuve en Éthiopie, au Mali, au Nigéria et en Ouganda.

Renforcement des capacités

Le renforcement des capacités revêt une importance cruciale ; il est axé sur l'acquisition des logiciels pertinents et sur la formation du personnel et des partenaires. En Éthiopie, il existe un système de suivi en ligne de la mise en œuvre (WIMS) et il est prévu de le déployer au Mali, au Nigéria et en Ouganda. Des partenariats sont en place avec les services pertinents (S&E) des ministères de l'Agriculture, des ONG et des organisations internationales. Le Centre de données en Éthiopie abrite des ressources d'information, le WIMS et il est relié aux différents Centres de ressources de vulgarisation pour les *woredas* (WERC). SEA&D a adopté un cadre logique révisé et plus ciblé qui est conforme au Plan stratégique de la SAA (2012-16). Nous avons facilité la révision des cadres logiques de la thématique PRAI (Systèmes post-récolte et agroindustrie) et de la thématique PPP&AM (Partenariat public-privé et accès au marché). La thématique SEA&D a apporté un soutien au projet sur les organisations paysannes (OP) de SAFE et elle a formé du personnel de la SAA et des partenaires au Suivi-évaluation axé sur les résultats (RBME) et à la rédaction de rapports. Ces efforts ont augmenté les capacités de la thématique et l'appropriation du SEA&D au sein de la SAA et de ses partenaires.

Besoins des clients

En Éthiopie, les évaluations ont porté sur le projet de Renforcement des prestations de vulgarisation agricole en Éthiopie (SAEDE) et le projet sur la Promotion de la diversification des cultures et des technologies avancées au Tigray (PCDAT). La plupart des agriculteurs utilisent des pratiques culturelles traditionnelles. Les semis en lignes augmentent mais ils sont bridés par des considérations de main-d'œuvre et de temps. La demande de technologies et de pratiques améliorées pour l'agriculture et l'élevage est en hausse. La lenteur de la moisson, le stockage et les pertes sur récolte constituent des défis importants. Au Nigéria, plus de 85 pour cent des agriculteurs interrogés avaient besoin d'une formation sur les engrais, les semis en lignes, le stockage et la valorisation. L'accès au marché

Directeur thématique :
Justine Wangila



Coordonnateur thématique SEA&D à l'écoute du retour des agriculteurs sur le site de Yar-Kunama dans l'État de Jigawa, Nigéria

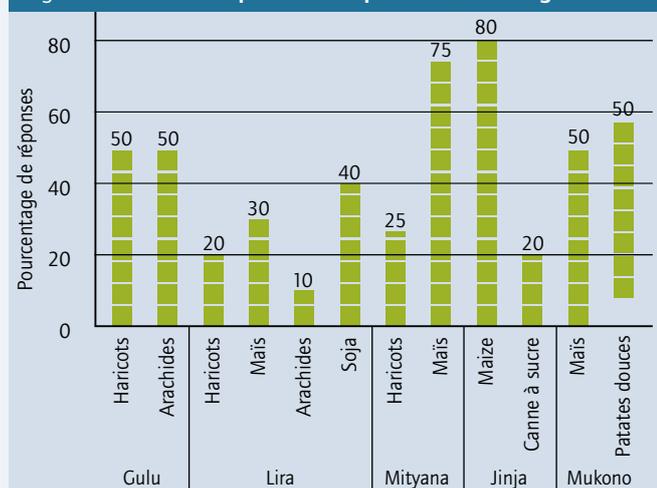
et au crédit est quasiment nul. En Ouganda, les cultures de prédilection sont le maïs, les haricots, le soja et les arachides avec des préférences qui varient d'un district à un autre.

La manutention post-récolte se fait encore de manière traditionnelle. Les agriculteurs se procurent la majeure partie de leurs intrants auprès de commerçants locaux (60,2 pour cent¹), à une distance moyenne de 15,7 km dans les districts d'Apac et de Dokolo (Ouganda). La commercialisation groupée est minime (0,2 pour cent).

Enquêtes de référence

En Éthiopie, des enquêtes ont été réalisées dans le cadre des projets SAEDE et PCDAT. Les variétés agricoles locales ont été plantées par 75 pour cent des agriculteurs interrogés et le rendement moyen des principales céréales est de 2,0 tonnes/hectare. L'accès limité aux intrants et au crédit ainsi qu'un manque de main-d'œuvre dans les ménages dirigés par des femmes ont entravé l'adoption de nouvelles technologies. En ce qui concerne le projet de systèmes post-récolte et d'accès au marché (MAP) financé par l'AGRA au Mali, il est fréquent que les agriculteurs sèchent les produits dans leurs champs (60 pour cent) et les stockent dans des granges traditionnelles (73,7 pour cent). On constate un manque de matériel de transformation agricole (58 pour cent) et la commercialisation groupée reste minime (8 pour cent). Au Nigéria, les enquêtes ont porté sur l'agriculture irriguée à Jigawa et sur les OP de SAFE. En Ouganda, les enquêtes ont traité des activités de la Nippon Foundation et de K + S. Les principales cultures sont les haricots (36 pour cent), le maïs (35 pour cent) et le manioc (huit pour cent) sur des parcelles comprises entre 0,3 et 0,7 hectare. L'accès préalable à des services de vulgarisation est significatif (Figure 2). Le taux d'application d'engrais (48,1 pour cent) est élevé. Les produits sont séchés sur place (60 pour cent) et stockés à l'abri dans des sacs de jute (80 pour cent). Rares sont les ménages qui ont un compte bancaire (17,2 pour cent) : 22,5 pour cent des ménages épargnent de l'argent auprès d'institutions financières dans le district d'Apac ; ce chiffre tombe à 11,8 pour cent dans le district de Dokolo. Les intrants proviennent essentiellement de commerçants locaux (55,4 pour cent).

Figure 1 : Cultures de prédilection par district en Ouganda

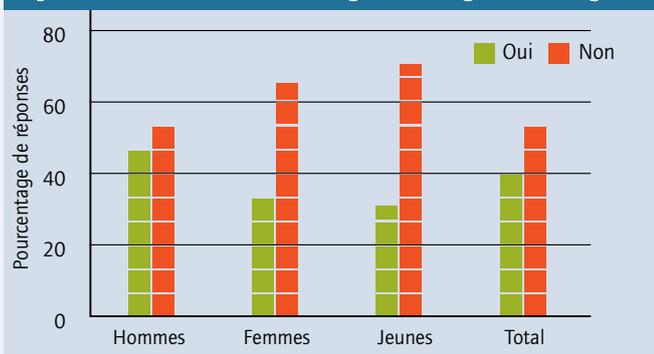


¹ = pourcentage de réponses

THÉMATIQUE 5

Suivi-évaluation, apprentissage et dissémination (SEA&D)

Figure 2 : Accès aux services de vulgarisation agricole en Ouganda



Suivi

En Éthiopie, l'appréciation des plateformes d'apprentissage agricole (PAA) par le personnel de vulgarisation et la qualité des démonstrations se sont améliorées. Le riz, les haricots velus (aussi appelés haricots mongo) et le soja ont été introduits au Tigray. Le riz a donné de bons résultats (3,3 tonnes/hectare). La mise en relation de producteurs avec des négociants dans le *woreda* de Fogera a permis d'augmenter les prix du riz paddy, qui sont passés de 220 dollars US la tonne en 2011 à 250 dollars US. Des batteuses polyvalentes ont donné de très bons résultats et la demande a augmenté dans le sud de l'Éthiopie. Dans le projet d'entreprises gérées par des femmes (WEP), les membres des coopératives gagnent en moyenne 282 dollars US par an. L'autofinancement des CFA a affiché une grande diversité : Burdana Dembor a généré un profit de 4 900 dollars US mais le CFA de Dire Jobo a essuyé une perte de 560 dollars US. Le taux de remboursement du Fonds de garantie de prêt n'est que de 38 pour cent. Les centres de ressources en vulgarisation des *woredas* (WERC) et Digital Green souffrent d'un taux élevé de renouvellement des vulgarisateurs qualifiés et d'une connectivité Internet médiocre. Aux termes du projet P4P du PAM, la qualité des démonstrations de cultures s'est bonifiée et les producteurs ont cultivé des variétés de maïs améliorées.

Au Mali, les agriculteurs ont appris de nouvelles technologies – engrais, semences améliorées et microdosage. La plupart des comités de développement des villages ont donné des résultats pitoyables. Au Nigéria, les technologies améliorées ont augmenté les rendements des cultures à raison de 40 à 80 pour cent. Le coût des machines, les pannes et des services d'entretien et de réparation peu fiables ont posé problèmes. L'accès au crédit est minimal en raison des conditions très strictes imposées par les banques. En Ouganda, l'utilisation de bâches et le recours à la commercialisation groupée ont augmenté. Le projet aBi Trust apporte une aide et une formation aux agriculteurs pour qu'ils puissent accéder à des semences et des engrais améliorés et ainsi à des produits de meilleure qualité et des marchés rentables à des prix moyens de l'ordre de 0,32 dollar US le kilo pour le maïs et 0,42 dollar US le kilo pour le soja. Les Formateurs des associations de produits de base (FAPB) ont soutenu les agriculteurs en termes de crédits et de commercialisation.

Évaluations

Une évaluation interne de l'approche de vulgarisation de la thématique Amélioration de la productivité agricole (APA) du programme SG 2000, qui avait démarré en 2012, a été finalisée

en 2013. On a également procédé à l'évaluation finale du Projet d'entreprises gérées par des femmes (WEP) financé par la JICA et à des évaluations à mi-parcours du Projet SAEDE en Éthiopie ainsi que du Projet MAP de l'AGRA au Mali. Ces rapports n'ont pas encore été publiés par la BMGF ni par l'AGRA. Pour ce qui est du Projet WEP, on a observé un changement sensible dans les performances des coopératives de femmes, à savoir une hausse prometteuse de 145 pour cent des capitaux ainsi qu'une transformation et une gestion améliorées et, par voie de conséquence, de meilleurs revenus.

Études approfondies et évaluation d'impact

En Éthiopie, presque tous les producteurs de teff dans les *woredas* de Shashemene, Arsi-Negel et Siraro ont utilisé des batteuses polyvalentes ; les superficies sous teff ont augmenté de 15 pour cent du fait d'un battage amélioré, d'une meilleure qualité et des avantages en termes de prix. Le succès de SG 2000 Éthiopie avec les semis en lignes de teff s'explique par une hausse annuelle des superficies exploitées de 2.464,5 hectares en moyenne ; des rendements doubles et une densité de semis réduite, de l'ordre de 3 à 5 kilos/hectare. Aux termes du projet P4P du PAM, la formation et l'acquisition de matériel ont permis de réduire les pertes à raison de 60 pour cent environ et d'économiser du temps et de la main-d'œuvre. Au Nigéria, le Projet Fourrages a entraîné une amélioration de l'accès aux services de vulgarisation, de meilleures connaissances, une productivité accrue, un accroissement des superficies irriguées, une diversification des revenus, une baisse des attaques par les fléaux et une plus grande autonomisation. L'orientation commerciale du secteur privé, la quête de bénéfices et le recouvrement des coûts limitent le soutien aux services de vulgarisation. Les OP ont le potentiel de se développer mais elles sont pauvres en ressources et elles ont besoin de plus grandes capacités. En Ouganda, les formations de formateurs (FdF) ont augmenté les connaissances et les compétences dans la chaîne PRAI et ont permis un transfert des connaissances aux agriculteurs. De ce fait, 32 pour cent des agriculteurs et 40 pour cent des groupements de transformatrices agroindustrielles (confiserie) ont fait l'acquisition d'actifs comme des chaises, des chèvres, du bétail, des terres et un logement permanent – et ils ont pu régler leurs frais de scolarité et leurs dépenses de santé. Des fabricants qualifiés ont produit au moins deux machines de meilleure qualité et 50 pour cent en ont vendu au moins une.

Apprentissage et dissémination

La Thématique SEA&D met en commun l'ensemble de ses conclusions et résultats au sein de la SAA et des programmes SG 2000, oralement et par le biais de comptes rendus. Deux publications, des Notes techniques/d'orientation et les Meilleures pratiques, sont en place pour faciliter la communication. Le personnel de la SEA&D a pris part à des séances de formation internationale sur le Suivi-évaluation axé sur les résultats en Ouganda, au Kenya et aux Pays-Bas. La Thématique SEA&D poursuit ses efforts pour faire de la SAA une organisation fondée sur la preuve, conformément au Plan stratégique de la SAA (2012-16).

Tous les rapports et documents de la thématique SEA&D sont disponibles sur le site consacré à la SEA&D sur l'espace SIG de la SAA (<https://sites.google.com/a/saa-safe.org/mis/theme-5>).

ÉTHIOPIE

Rapport national

Directeur national :
Aberra Debelo



SAA/SG2000 a déployé des projets dans 60 *woredas* (districts) de 10 États régionaux, couvrant plus de 310 sous-districts ou *kebeles* en Éthiopie. Chaque *kebele* est représenté par un centre de formation agricole (CFA). Dans chaque CFA, trois agents de développement (AD) – un pour les cultures, un pour l'élevage et le troisième pour les ressources naturelles – sont nommés pour aider les agriculteurs à adopter des technologies agricoles améliorées.

Amélioration de la productivité agricole (APA)

L'APA a établi 800 parcelles à option technologique (TOP), 2 383 démonstrations par bon destinées aux femmes (WAD), 227 parcelles de variétés communautaires (CVP), 212 parcelles de démonstration de prégermination et 216 parcelles de maïs à forte teneur en protéines (QPM). Une formation, axée sur les travaux de pré-campagne, mi-campagne et fin de campagne, et consacrée aux pratiques de gestion culturale améliorées, à l'engraissement du bétail et à l'apiculture a été dispensée à un total de 39 642 personnes – dont 95 pour cent étaient des agriculteurs et 5 pour cent des AD, des techniciens spécialisés (TS) et des employés de *woreda*. Pour améliorer l'accès aux technologies et la situation en matière de sécurité alimentaire des agriculteurs pauvres, des femmes et des jeunes, 246 petits ruminants et 230 ruches ont été fournis à cinq groupes comptant 197 femmes. Une formation a été dispensée à tous les membres des groupes dans le domaine de l'affouragement et des rations alimentaires améliorés, la gestion des maladies, la construction d'abris, l'assainissement et l'hygiène des animaux, ainsi que l'apiculture. Pour accroître la dissémination des technologies, des journées champêtres ont été organisées au niveau des *woredas* et des CFA et elles ont réuni un total de 143 544 participants.

Systèmes post-récolte et agroindustrie (PRAI)

PRAI a établi ou consolidé 66 Plateformes d'apprentissage de la vulgarisation post-récolte (PHELP) sur les CFA. Les PHELP sont dotées de technologies telles que des batteuses polyvalentes, des égreneuses à maïs, des nettoyeuses de grains ou encore des structures de stockage. Une formation des formateurs a été dispensée à 389 vulgarisateurs et agriculteurs en chef sur les thèmes de la manutention post-récolte, la gestion du stockage et la transformation alimentaire. Plus de 13 135 agriculteurs ont bénéficié d'une formation par des vulgarisateurs et 135 démonstrations ont été organisées pour plus de 33 360 exploitants. Parmi les technologies démontrées, le modèle Bako d'égreneuse à maïs, d'une capacité de 3,5 à 4 tonnes/heure, a été adopté par des prestataires de services. De fait, en 2013, 21 prestataires ont acheté l'engin, proposant des services d'égrenage et de battage aux communautés agricoles. L'un des prestataires de services a signalé avoir gagné un revenu de 5 000 dollars US en deux mois grâce à la fourniture de services d'égrenage de maïs.

L'équipe PRAI a aussi établi et consolidé 25 entreprises d'agrotransformation, qui ont pu profiter à plus de 3 400 membres de groupements ruraux agroalimentaires de femmes. Les femmes des groupements ont acquis des compétences en agrotransformation, en nutrition et en gestion commerciale élémentaire. Les centres d'agrotransformation



Un groupement de femmes dans l'agroalimentaire, spécialisé dans la production de concentré de tomates

ont créé des opportunités de marché pour la communauté environnante en rachetant des denrées périssables, telles que les pommes de terre, en utilisant des services de meunerie et de polissage du riz et en vendant des produits alimentaires de meilleure qualité aux communautés. Sur la base des impacts des entreprises de transformation agroalimentaire de la SAA, un Mémoire d'accord a été signé avec l'Agence de transformation agricole éthiopienne en vue du déploiement de centres d'agrotransformation dans quatre États régionaux.

Partenariat public-privé et accès au marché (PPP&AM)

Le point d'entrée des activités de développement agricole en Éthiopie est le CFA, qui représente une moyenne de 1 000 familles agricoles. Chaque CFA est géré par un Comité de gestion (CG-CFA) composé des trois AD et de délégués qui représentent les agriculteurs, les femmes et les jeunes. Pour éviter les pénuries de budget opérationnel au sein des CFA, un Mécanisme de garantie de prêt (MGP) a été élaboré pour leur permettre d'accéder à des crédits aux termes d'un accord signé entre des instituts de microfinancement (IMF), les CG-CFA et SAA/SG2000. Les CFA empruntent des fonds aux IMF pour mettre en œuvre l'une des entreprises identifiées dans leurs localités respectives et ils génèrent des revenus qui sont utilisés pour le budget opérationnel. Depuis la mise en œuvre de ce projet pilote, quelque 600 000 dollars US ont été décaissés pour être utilisés en guise de fonds tournant. Rien qu'en 2013, 63 CFA ont bénéficié du MGP. En deux campagnes, plusieurs CFA qui se sont lancés dans des entreprises, telles que l'engraissement animal et la production de miel, ont réussi à rembourser leur prêt. Suite à ce projet pilote, le ministère de l'Agriculture (Mda) et les Bureaux régionaux de l'agriculture attribuent leur budget pour la génération de revenus par les CFA.

Pour tenter de rapprocher les agriculteurs des marchés, en tout, 7 274 producteurs ont été organisés en 48 associations de produits de base (APB) et ont fourni 800 tonnes de produits variés à des grossistes et des coopératives de consommateurs.

Développement des ressources humaines et informatique

Outre la formation d'AD, de TS et de producteurs, cette thématique a mis en place et consolidé un certain nombre de Centres de ressources de vulgarisation pour les *woredas* (WERC), dotés d'ordinateurs et d'une connectivité internet



Production de beurre par la Jittu Milk Processing Cooperative à Debre Libanos, Région d'Oromia

à haut débit. Les sites web propres aux *woredas* créent un espace permettant aux différents *woredas* de télécharger leurs accomplissements, les difficultés rencontrées et les meilleures pratiques. Jusqu'ici, 20 WERC ont été mis en place, ce qui permet aux AD et aux TS d'avoir accès à des informations actualisées. Le logiciel de base de données des centres de ressources des *woredas* (WRCDS) est aussi déployé dans trois *woredas* afin de servir de référentiel de données.

Nous avons aussi démontré des méthodes informatiques pour mettre en valeur la fourniture de services de vulgarisation par le biais du modèle Digital Green-Inde, une méthode instantanée permettant de transmettre des informations directement à des groupes spécifiques par le biais d'une vidéo numérique. Le processus englobe l'identification de contenu, la production, l'édition et la diffusion de vidéos. La SAA, en collaboration avec le MdA, Oxfam Amérique et DG-Inde, a lancé un projet pilote et mis en œuvre le modèle dans trois *woredas*.

Suivi-évaluation, apprentissage et dissémination (SEA&D)

SG 2000 Éthiopie a poursuivi l'institutionnalisation des évaluations des besoins, les enquêtes de référence, le suivi-évaluation, les évaluations d'impact, ainsi que l'apprentissage et la dissémination. En 2013, SEA&D a finalisé trois évaluations : le ciblage de l'approche de vulgarisation agricole de la SAA ; le projet d'autonomisation des femmes ; et une évaluation interne à mi-parcours du projet de « Renforcement des prestations de vulgarisation agricole en Éthiopie ». Sept rapports de suivi des résultats, six notes d'information techniques et trois rapports d'études approfondies ont été produits et diffusés auprès de la direction et de toutes les thématiques de la SAA. En outre, la thématique a développé un système de suivi en ligne de la mise en œuvre, qui a engendré une synthèse de 40 rapports d'évaluation des besoins et de 2 enquêtes de référence.

Relations entre SG 2000 et les bailleurs de fonds

La relation sans heurts avec nos bailleurs de fonds (BMGF, JICA, CIMMYT-CIDA, PAM-P4P, ATA et Digital Green Trust-Inde), qui a débuté en 2010, s'est poursuivie tout au long de 2013. Une délégation de haut niveau, y compris des sénateurs américains, dirigée par Mme Melinda Gates, s'est rendue sur les sites d'intervention de projet en août. L'un des projets soutenus par la JICA est arrivé à son terme le 30 septembre, à la satisfaction du bailleur de fonds et du pays d'accueil. Le projet en deux phases sur trois ans en cours de mise en œuvre avec le PAM-P4P prendra fin en juin 2014. Dans tous les projets, des comptes rendus périodiques sont dressés aux bailleurs de fonds conformément aux plans du projet et le retour d'information reçu des donateurs est encourageant.

Progrès vers la réalisation des objectifs stratégiques de la SAA

Le projet SAA/SG 2000 s'est fixé des objectifs stratégiques pour 2012-2016 à atteindre par les cinq thématiques structurées le long de la chaîne de valeur. Les réalisations des deux dernières années ont été présentées au Conseil d'administration de la SAA qui a estimé que le programme était bien placé pour atteindre les objectifs stratégiques fixés. Pour créer une synergie entre les thématiques, chacune identifie des domaines de collaboration avec d'autres thématiques à inclure dans le plan annuel.

En 2013, huit membres du personnel ont rejoint les rangs de la SAA pour soutenir nos nouveaux projets. Le personnel technique national est épaulé par les Directeurs thématiques, basés dans les bureaux régionaux de la SAA.



Après 18 mois de transition politique délicate, le Mali a tenu des élections présidentielles et parlementaires en 2013. Malgré les quelques progrès réalisés avant la crise, le pays ne devrait pas atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) portant sur la réduction de moitié de la proportion de la population dont le revenu est inférieur à 1,25 dollar par jour (OMD 1A) ou sur la réduction de moitié de la proportion de la population qui souffre de la faim (OMD 1C). En revanche, les OMD fixés en matière de durabilité environnementale, de mortalité infantile, de santé maternelle et de VIH/sida seront atteints. Le Mali arrive à la 38^e place dans la liste des 78 pays de l'Indice de la faim dans le monde (GHI) et il a vu son score baisser de 27,4 – considéré comme alarmant – en 1990 à 14,8 – grave – en 2013. Le conflit de 2012 dans le nord du Mali a contribué à la détérioration de la situation alimentaire et 3,3 millions de personnes courent un risque d'insécurité alimentaire. Quelque 800 000 personnes dans 166 communes connaissent une situation critique en termes de sécurité alimentaire et auront besoin d'une assistance alimentaire.

SG 2000 Mali entend contribuer à des moyens de subsistance viables pour les petits agriculteurs grâce à une plus grande sécurité alimentaire et une amélioration des revenus tirés d'une agriculture durable, en mettant tout particulièrement l'accent sur le développement de la chaîne de valeur par le biais du Système national de recherche et de vulgarisation agricoles (NARES). Durant 2013, le projet SG 2000 est intervenu dans 80 villages de 50 communes, 11 cercles et 4 régions. Le développement de la chaîne de valeur est un processus complexe dont il est difficile de comprendre parfaitement toutes les relations, les dynamiques et les mécanismes. Différents intervenants (acteurs de la chaîne de valeur, personnages influents et sympathisants) et différents facteurs (politiques gouvernementales, aspects environnementaux, dynamique de marché et tendances nationales) entrent en jeu et influencent la chaîne de valeur. Pour atteindre les objectifs fixés dans le Plan stratégique de la SAA pour 2012-16, y compris en termes de sécurité alimentaire et de garantie du revenu des exploitations familiales, il faut une approche intégrée en matière d'appui au développement agricole.



Des femmes impliquées dans le développement d'une chaîne de valeur au Mali

Conformément à la vision, la mission et les objectifs énoncés dans le Plan stratégique, l'approche de gestion associée suppose : d'orienter la mise en œuvre du programme pour atteindre les buts fixés en ajustant la stratégie en tant que de besoin ; de garantir des opérations efficaces par une gestion de la coordination quotidienne des ressources financières, matérielles et humaines ; de créer un milieu d'apprentissage grâce à l'établissement de relations qui engendrent la confiance, stimulent un questionnement critique et l'innovation et renforcent l'engagement et l'appropriation ; et de mobiliser des ressources.

Orienter la stratégie de mise en œuvre

Sur la base du Plan stratégique de la SAA 2012-2016, des cadres logiques thématiques, des concepts et procédures et des plans de travail annuels, le programme national a porté sur la mise en œuvre de la structure matricielle et, plus précisément, sur l'interaction entre les directeurs thématiques, le directeur financier, le responsable des actifs et des ressources humaines et la directrice générale. La réunion annuelle des partenaires a rassemblé des parties prenantes et des acteurs pour passer en revue les résultats et valider les plans de travail.

Une orientation stratégique de la mise en œuvre du programme a été fournie grâce aux réunions mensuelles du personnel lors desquelles les équipes ont fait le point sur la mise en œuvre du plan de travail annuel. Un atelier a été organisé afin de partager les enseignements tirés de divers projets en collaboration, y compris le projet de soutien d'urgence aux cultures financé par l'ambassade des Pays-Bas qui a pris fin en mars 2013. Cette réunion a permis aux parties prenantes des projets, y compris les organisations paysannes (OP), de faire le point des réalisations des différents projets. Dans le cadre du programme d'accès au marché de l'AGRA, un atelier portant sur un bilan des résultats de la 2^e année et la planification de la 3^e année a été organisé du 10 au 13 mars 2013. SG 2000 Mali a assisté à un atelier de consultation sur l'intégration des ONG dans les activités du Conseil ouest et centre africain pour la recherche et le développement agricoles (CORAF/WECARD), qui s'est tenu les 16 et 17 septembre 2013 à Dakar au Sénégal. Cet atelier a permis d'établir un réseau d'ONG partenaires du CORAF/WECARD afin de mettre au point et de soutenir des innovations pour le bien-être durable des exploitations familiales en Afrique.

Garantir des opérations efficaces

Des plans et des rapports détaillant les activités et les dépenses budgétaires sont soumis à la direction tous les trimestres et tous les semestres. Les opérations financières, la gestion des ressources humaines et la mise en œuvre du plan de travail thématique sont basées sur les manuels associés et sur les manuels de procédures et concepts thématiques correspondants. SG 2000 Mali encourage une approche par équipe de l'utilisation des ressources financières, matérielles et humaines afin de garantir l'atteinte des résultats escomptés. Des réunions d'équipe sont organisées régulièrement pour discuter de la planification, la budgétisation, la mise en œuvre et des rapports d'avancement. Ces activités sont conformes au plan de travail, au budget approuvé, aux concepts et procédures, et au manuel des actifs humains et financiers de la



Des villageois de Sélingué, dans le sud-ouest du Mali, à l'issue d'une réunion d'évaluation avec la Sasakawa

SAA. La garantie d'opérations efficaces a également nécessité une interaction permanente entre les Directeurs thématiques et les Directeurs nationaux et l'entretien des actifs de SG 2000 Mali, tels que les véhicules et le matériel de bureau.

Créer un milieu d'apprentissage

Stimuler l'apprentissage au sein des partenaires et parties prenantes du programme de soutien agricole SG 2000 est l'un des éléments phares des activités de la direction. Des rencontres ont été organisées afin de mettre en commun et de tirer des enseignements des succès fondés sur la preuve et des difficultés auxquelles se trouve confrontée la mise en œuvre réussie du programme. Le partage et l'apprentissage ont aussi découlé des projets en collaboration mis en œuvre et soutenus par la Nippon Foundation, l'AGRA et l'Ambassade des Pays-Bas au Mali. Des réunions ponctuelles ont été organisées pour encourager une collaboration inter-thématique et un échange d'idées afin de promouvoir l'esprit d'équipe.

Mobiliser des ressources pour la mise en œuvre du programme

SG 2000 a bénéficié d'un projet en collaboration sur neuf mois intitulé « Appui d'urgence à la production agricole », qui a renforcé la résilience des ménages agricoles vulnérables touchés par la sécheresse de 2011 et l'insécurité alimentaire qui

en a découlé. Un domaine de préoccupation émergent porte sur le besoin de nouveaux projets phares.

Gestion et recrutement du personnel

Keffing Sissoko a commencé à travailler comme Directeur national adjoint (DNA) pour le Mali le 1^{er} novembre 2013. Économiste agronome de formation, il dispose d'une expérience considérable dans la gestion de projets de développement rural. Il conforte la force technique de la SAA dans le domaine de l'économie agricole.

Le poste de Chargé de programme pour la Thématique 5 reste vacant suite au départ de Mme Oumou Sissoko. Il en va de même pour la fonction de Chargé de programme pour la thématique 2 suite au décès brutal de René Dembélé.

Modèle de centre d'échanges et de systèmes post-récolte pour l'accès au marché et à l'apprentissage

Description	Quantité
Centres d'échanges et de systèmes post-récolte mis en place	10
Organisations agricoles de commercialisation groupée	230
Agriculteurs membres d'une initiative de commercialisation groupée	6 900
Crédits obtenus pour une commercialisation groupée	165 900
Volume de céréales vendu en mode groupé (tonnes)	19 000
Revenu total (\$US)	4 560 000
Prix fort (\$US)	760 000



La SAA est intervenue dans quatre États du Nigéria : Adamawa, Gombe, Jigawa et Kano où elle a mis en œuvre nos cinq thématiques conformément au plan stratégique 2012-16. Les opérations de la SAA ont amélioré la productivité agricole, augmenté la sécurité alimentaire et accru les revenus des petits exploitants du Nigéria. Les opérations déployées dans les quatre États ont été appuyées par des apports de financements supplémentaires, qui s'élèvent jusqu'à présent à 1,09 million de dollars. Un Mémoire d'accord, qui prévoit l'élargissement des activités de la SAA à d'autres États, a été signé entre la SAA et le gouvernement fédéral du Nigéria (GFN) par l'intermédiaire du ministre fédéral de l'Agriculture et du Développement rural (MFADR). Les activités du programme SAA/SG 2000 ont donné des résultats impressionnants et plusieurs opportunités de partenariat ont vu le jour. Des alliances solides et durables sont actuellement forgées avec des organisations clés de financement telles que les États nigériens, l'IITA, USAID-MARKETS II, l'initiative N2Africa financée par la BMGF, l'AGRA et plusieurs distributeurs d'intrants.

Plan stratégique : progrès dans la mise en œuvre

La SAA collabore avec des instituts de recherche, tels que l'Institut pour la recherche agricole, l'Institut national de recherche sur les céréales et l'Institut national de recherche sur les produits agricoles stockés, dans des domaines où intervient la SAA et cela a augmenté le nombre d'options technologiques à notre disposition. Seize variétés améliorées ont été obtenues auprès de ces instituts au cours des trois dernières années, en plus des taux et méthodes d'application d'engrais les plus adaptés ainsi que les meilleures pratiques culturales. Un soutien technologique supplémentaire a été reçu d'instituts internationaux comme le CIMMYT et l'IITA. La SAA considère que le retour des agriculteurs sur la technologie, et donc le ressenti des producteurs face à la recherche, est essentiel et cette remontée d'information a eu lieu par le biais de réunions de planification, de rencontres REFILS (Système de mise en relation entre la recherche, la vulgarisation, les agriculteurs et les intrants) et autres réunions informelles avec des chercheurs. En 2012 et 2013, la SAA a travaillé avec 777 communautés des quatre États et dirigé 471 TOP, 1 410 WAD, 66 CVP, 6 886 PTP et 36 journées champêtres dans le cadre de ses activités financées par la Nippon Foundation. De même, 9 301 parcelles de démonstration ont été établies dans le cadre de l'initiative N2Africa et 60 autres dans le cadre du projet USAID-MARKETS II. La formation des agriculteurs est une activité essentielle et 64 228 producteurs, sur un objectif initial de 100 000, ont bénéficié de différentes formations en pratiques culturales, techniques post-production, gestion agroalimentaire et dynamique de groupe. Ce résultat a été obtenu grâce à la formation de 465 vulgarisateurs en première ligne et 1 200 facilitateurs agricoles. Les démonstrations sur le terrain ont donné de bons résultats et les producteurs ont pu voir en personne la différence entre les options de façon à pouvoir prendre une décision éclairée sur celles qui sont les mieux adaptées à leurs conditions économiques. Les journées champêtres ont impressionné plusieurs producteurs non participants qui ont décidé d'essayer les technologies par leurs propres moyens. Le projet USAID/MARKETS II, que

gère la SAA, a mis un nombre non négligeable de producteurs commerciaux émergents en relation avec des fournisseurs d'intrants de qualité et les agriculteurs ont produit une offre premier choix pour le marché, capable d'attirer de meilleurs prix.

Systèmes post-récolte et agroindustrie

La manutention post-moisson et l'agroindustrie est un secteur de l'économie nationale qui a du potentiel pour créer des emplois, générer des revenus, produire des denrées de qualité et donc accroître la sécurité alimentaire. Toutefois, un défi de taille consiste à veiller à ce que les principaux intervenants des différentes chaînes de valeur participent à la production de produits transformés de qualité à hautes spécifications qui soient compétitifs et puissent donc répondre aux normes et exigences du marché. SAA Nigeria surmonte ce problème par la formation des parties prenantes, en veillant à ce que des technologies simples, abordables et performantes soient mises à la disposition des utilisateurs. La SAA apporte aussi un soutien aux constructeurs et aux techniciens en termes de compétences et d'idées nouvelles pour le développement et l'entretien d'engins agricoles, ce qui permet d'optimiser les activités post-récolte des producteurs qui peuvent ainsi accroître leurs revenus et conforter leurs moyens de subsistance. La SAA a promu des pratiques et des technologies ayant fait leurs preuves qui ont augmenté la qualité des produits agricoles grâce à une formation au renforcement des compétences et par la promotion d'entreprises agroalimentaires hors de l'exploitation, au moyen de l'introduction de prestataires de services dans trois États. Un certain nombre de batteuses, nettoyeuses de semences, râpes



Essai d'une débroussailleuse dans une exploitation rizicole de l'État de Jigawa

à manioc et extracteurs d'huile, ainsi que des rizeries, ont été fournis à des entrepreneurs prometteurs sur la base d'accords de recouvrement des coûts. Ces prestataires de services reçoivent une formation en gestion d'entreprise, exploitation et entretien de machines agricoles et ils sont mis en relation avec des fournisseurs de pièces détachées ; après quoi, ils sont en mesure de proposer leurs services contre rémunération. La SAA identifie aussi des technologies de stockage qu'elle diffuse auprès des producteurs en guise d'alternatives aux méthodes traditionnelles, qui sont inefficaces. Des technologies de stockage hermétique ont été démontrées sur 17 sites dans les États d'Adamawa, de Gombe et de Jigawa. Un total de 385 producteurs et de 16 vulgarisateurs ont participé aux démonstrations.

Développer des partenariats

Des partenariats sont noués afin de mieux soutenir la réalisation des objectifs stratégiques de la SAA. La plupart des partenariats portent soit sur l'introduction de technologies éprouvées qui augmentent la productivité soit sur l'élargissement des services consultatifs de vulgarisation aux agriculteurs. Ces partenariats ont permis d'accélérer la réalisation des objectifs du plan stratégique de la SAA (2012-2016) en mettant à disposition plus de ressources pour la mise en œuvre du programme, de manière à toucher plus rapidement un plus grand nombre de producteurs. Certains partenariats sont forgés avec des organismes publics, afin d'offrir un soutien aux petits producteurs pour qu'ils accèdent à des intrants et des services améliorés. D'un autre côté, des partenariats avec le secteur privé sont généralement noués à l'initiative de la SAA dans un effort délibéré visant à répondre au besoin de soutien supplémentaire pour financer la formation de producteurs, des démonstrations technologiques et pour accéder à des sources d'intrants/des débouchés garantis pour les petits producteurs. Une autre catégorie de partenariats de la SAA concerne les agences de développement et les projets de bailleurs de fonds. Les partenariats avec des bailleurs de fonds ou des agences de développement sont forgés lorsque la SAA est approchée pour entamer une collaboration en vue de déployer une intervention présentant un intérêt mutuel, qui sera intégralement financée par l'agence collaboratrice ou le sponsor. Parmi les projets de cette catégorie, on peut citer les partenariats avec le GFN/MFADR et le projet USAID/MARKETS II.

Suivi-évaluation, apprentissage et dissémination

Dix-neuf activités de formation ont été menées à l'intention de nos employés mais aussi du personnel de nos partenaires de projet afin de soutenir l'institutionnalisation des activités thématiques. De surcroît, trois enquêtes de référence et six évaluations des besoins ont été entreprises avant le démarrage d'activités matérielles sur le terrain et les rapports correspondants peuvent être consultés sur le site web de la SAA. Deux évaluations détaillées ont aussi été réalisées et les résultats ont été validés afin de déterminer l'impact du projet d'affouragement du bétail ILRI/SG2000 et l'approche de vulgarisation utilisée dans le cadre des interventions d'amélioration de la productivité agricole. Pour avoir une meilleure appréciation et établir une feuille de route pour



Parcelle de démonstration de culture de maïs destinée aux femmes (WAD) dans l'État d'Adamawa

d'autres secteurs d'activités thématiques, différentes études ont été entreprises pour les opérations PRAI, PPP&AM et SAFE/OP, qui ont permis l'adoption de meilleures stratégies afin d'accroître l'efficacité des interventions. Jusqu'ici, la thématique a organisé trois ateliers de partage d'expérience et d'apprentissage pour garantir l'efficacité du développement et l'optimisation de l'utilisation des ressources.

Conclusion

Pour l'heure, nous sommes parfaitement bien placés pour atteindre nos objectifs stratégiques, avant même l'expiration de la date butoir.



Parcelle de maïs WAD à Sabon Layi, dans l'État de Gombe

UGANDA

Rapport national

Directrice nationale :
Roselline Nyamutale



Le gouvernement ougandais a décerné un Prix du Visionnaire à SG 2000 Ouganda pour avoir soutenu le secteur agricole dans le but d'améliorer la sécurité alimentaire et les revenus des petits producteurs ougandais. En juillet 2014, l'Ouganda accueillera les célébrations prévues pour marquer le centenaire de la naissance du Prix Nobel Norman Borlaug, l'un des fondateurs de la SAA.

L'Ouganda a accompli d'excellents progrès vers la réalisation du Plan stratégique de la SAA, ayant touché 60 900 producteurs à ce jour. Le programme est opérationnel dans 18 districts, en partenariat avec le Trust de l'Initiative Agrobusiness (aBi Trust), afin de promouvoir l'agriculture comme une entreprise à part entière mais aussi l'intégration de la notion de genre dans l'agriculture. Les activités convenues dans le cadre de l'accord de partenariat de trois ans signé entre la SAA et K+S KALI GmbH ont démarré en mars dans les districts d'Apac et de Dokolo dans le nord du pays. Un centre de formation mobile a vu le jour dans le cadre de ce partenariat pour permettre à SG 2000 de toucher les producteurs des zones reculées.

Amélioration de la productivité agricole

Aux rangs des résultats stratégiques attendus, cette thématique espère toucher 100 000 producteurs, dont 35 pour cent seront des femmes. Trente-quatre vulgarisateurs et 400 animateurs communautaires ont bénéficié d'une formation des formateurs (FdF) et ont pu à leur tour former des producteurs aux pratiques et technologies agronomiques appropriées. Durant l'année, 42 332 producteurs ont été touchés directement ou indirectement par le biais d'une formation, de démonstrations de terrain et de journées champêtres ; depuis 2012, SG 2000 a réussi à toucher 60,9 pour cent des producteurs, en conformité avec l'objectif énoncé dans le Plan stratégique. En tout, 400 parcelles à option technologique (TOP) ont vu le jour, pour le maïs, le soja, le riz et l'arachide. Seize ont été établies dans des paroisses, 24 dans des écoles et 8 étaient gérées par des prisonniers ayant fait vœu de se consacrer à l'agriculture comme source de revenus à leur sortie de prison. Mille deux cents démonstrations par bon destinées aux femmes (WAD) et 72 parcelles de variétés communautaires (CVP) ont été établies pour présenter des variétés nouvellement commercialisées de haricots, maïs, soja, riz et arachides. Des compagnies semencières comme NASECO, Victoria Seeds, FICA, Pearl & Balton ont partagé les coûts de mise en place des CVP. Une formation et des démonstrations ont fait que quelque 9 720 agriculteurs ont adopté les nouvelles variétés. 77 démonstrations de prégermination ont exposé des pratiques permettant de neutraliser les effets du climat.

Systèmes post-récolte et agroindustrie (PRAI)

Pour promouvoir l'utilisation de technologies post-récolte et de stockage appropriées, 408 vulgarisateurs et animateurs communautaires, 64 formateurs d'associations de produits de base (FAPB) et agents villageois, ainsi que des agriculteurs en chef ont été formés dans le cadre de FdF et ont à leur tour formé quelque 4 910 producteurs. Des séances de travaux pratiques sur le stockage à la ferme ont été organisées pour 354 parties prenantes. La gestion du stockage a bénéficié à 160 FAPB et agents villageois ainsi que 23 magasiniers. La

technologie de stockage hermétique a été appréciée par nombre de producteurs car elle permet de conserver le grain pendant plus de quatre mois à l'abri des charançons, des moisissures et des champignons.

Suite à la démonstration de technologies de séchage, d'égrenage, de battage, de nettoyage, de stockage et de transformation, des producteurs et prestataires de services ont fait l'acquisition de 119 machines. Parmi ces achats figuraient 46 égreneuses à maïs alimentées par un tricycle, 8 égreneuses à maïs motorisées, un broyeur à maïs, 2 rizeries, 3 décortiqueuses d'arachides motorisées, 1 nettoyeur multigrain, 8 batteuses polyvalentes, 2 ponts-bascules, 2 humidomètres, et 10 broyeurs de manioc. Des particuliers mais aussi des groupements de paysans ont fait l'acquisition d'engins agricoles pour pouvoir proposer des prestations PRAI. À l'issue d'une visite des installations de SAA Ouganda, des agriculteurs du Rwanda ont acheté trois nettoyeurs multigrains. Douze humidomètres et 12 séchoirs pliants ont été fournis à des Centres associatifs multiservices (OSCA) et à des négociants afin d'améliorer la qualité des produits tandis que 13 balances de pesée certifiées ont permis de veiller à ce que les producteurs ne soient pas dupés par des négociants utilisant des balances mal calibrées. Les producteurs proposant du maïs de qualité ont pu obtenir des prix à la ferme de l'ordre de 0,3\$/kilo, au lieu de 0,2\$/kilo pour du maïs de piètre qualité.

Des groupements d'agrotransformatrices dans cinq districts ont été formés en gestion d'entreprises, en commercialisation et en planification commerciale. En six mois, le groupe Buikwe a broyé et séché trois tonnes de manioc et généré un revenu de 900 dollars US. L'Association des veuves d'Oryem Chan à Lira a broyé 15 tonnes de manioc sec d'une valeur de 3 900 dollars US, tandis que les riziculteurs de Murambi dans le district de Ntungamo, dans le cadre des Services conseils nationaux agricoles (NAAD), ont fait l'acquisition d'une polisseuse et proposent des services d'usinage du riz à 55 riziculteurs.



Démonstration d'une égreneuse à maïs

Partenariat public-privé et accès au marché (PPP&AM)

Les priorités ont porté sur l'exploration des opportunités offertes au secteur privé pour investir dans les petites exploitations, en facilitant l'établissement d'agroentreprises pilotées par le marché et en renforçant les OP pour favoriser leur autonomisation économique.

Il a été dressé un inventaire des personnes ressources, organisations et prestataires crédibles de services de développement d'entreprises qui comprenait 7 sociétés semencières privées, 37 fournisseurs d'intrants, 4 banques, et 20 acheteurs, négociants et transformateurs. Des Mémoires d'accord ont été signés avec sept compagnies.

Une formation a été dispensée à 90 revendeurs, y compris 8 FAPB, en matière de gestion des intrants et en gestion des entreprises. Cinquante-sept revendeurs ont installé un magasin au niveau local. Quatre OSCA sont pleinement opérationnels et capables d'identifier des acheteurs potentiels. Le modèle producteur-agent villageois-négociant a permis d'affiner et de formaliser la relation producteur-négociant-intermédiaire et on a pu ainsi balayer le sentiment que les intermédiaires étaient tous des voleurs. Grâce à ce modèle, des interactions ont été établies avec des sociétés productrices d'intrants, des institutions financières et des négociants. Les FAPB relient actuellement les producteurs aux marchés, au crédit, aux intrants et aux services. La commission générée par les agents villageois et les FAPB les incite à tisser des liens avec davantage de producteurs. Les agriculteurs sont aussi motivés par le fait qu'ils reçoivent une rémunération des FAPB/agents villageois pour leurs produits. Des céréales et des légumineuses d'une valeur de 842 949 dollars ont été vendues par 504 OP à 6 acheteurs de premier plan et 181 négociants locaux, tandis que 54,8 tonnes de semences, d'une valeur de 21 000 dollars, ont été produites dans le cadre de programmes montés avec les producteurs de semences. Les FAPB ont acheté des intrants à hauteur de 30 840 dollars auprès des brasseries est-africaines avant de vendre à leur tour 127 tonnes de sorgho à des brasseries ougandaises. SG 2000 utilise Agri-net pour fournir des informations de marché aux agriculteurs par le biais des FAPB et des animateurs communautaires au moyen de textos, tandis que GrainPro INC enrichit les informations et les démonstrations sur le matériel de manutention post-récolte.

Pour accroître la participation féminine, 45 groupements de femmes ont été formés en sélection d'entreprises, gestion commerciale et plans d'épargne. La participation des jeunes aux activités agricoles s'est améliorée dans divers domaines de prestations de services, en particulier les services de pulvérisation (herbicides et insecticides), la vente d'intrants et l'achat de produits agricoles. Les jeunes de quatre des OSCA ont généré un bénéfice de l'ordre de 3 892 dollars.

SG 2000 a forgé des partenariats avec de nombreuses organisations pour fournir des services. Les semenciers Dynapharm, Pearl Seeds, Victoria Seeds et NASECO ont fourni des intrants d'une valeur de 15 310 dollars US pour alimenter les démonstrations agricoles dans six districts. L'Organisation nationale de recherche agricole (NARO) et le Développement intégré du secteur semencier ont dispensé une formation en production de semences de riz ; KUKUSAT a mis en œuvre une

formation en gestion avicole ; VECO a formé les agriculteurs en développement de la chaîne de valeur de l'arachide ; et UDET a formé des producteurs à la gestion financière ainsi qu'aux systèmes d'épargne et de prêts.

Une formation en gestion des prêts et de l'épargne du village a été dispensée à 150 groupes. Plus de la moitié des participants étaient des femmes ; 312 ont ouvert un compte bancaire et 127 ont souscrit un emprunt, spécialement destiné à l'achat d'intrants.

Chemonics, un cabinet conseil d'USAID dans le cadre du programme Nourrir l'avenir, va déployer le modèle SG 2000 à plus grande échelle et des doctorants de l'Université de Makerere ont amorcé une étude du modèle. Les résultats seront bientôt partagés avec SG 2000 Ouganda.

Suivi-évaluation, apprentissage et dissémination

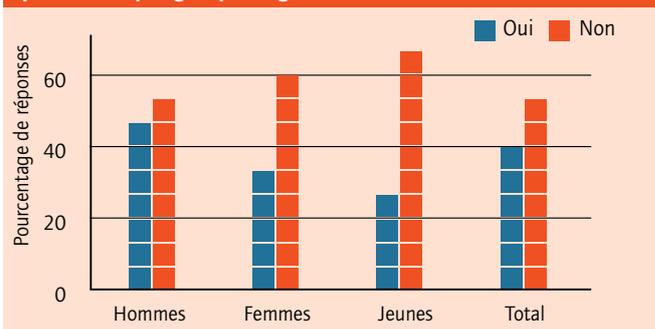
Les besoins des bénéficiaires dans les nouveaux domaines d'intervention ont été évalués dans 20 sous-comtés de 7 districts. Des données de référence ont été recueillies pour les mêmes sites. Les résultats des districts de Dokolo et d'Apac indiquent que 100 pour cent des agriculteurs utilisent des techniques traditionnelles de manutention post-récolte, telles que la cueillette à la main, le séchage à même le sol et le vannage du grain. La distance moyenne séparant l'exploitation des intrants est de 17 km. Les résultats de l'enquête de référence ont révélé que plus de 80 pour cent des chefs de ménage tirent leurs revenus de la production agricole, 76 pour cent de l'élevage et 19,4 pour cent d'un travail occasionnel en dehors de la ferme. Seuls 17,2 pour cent des producteurs ont un compte bancaire ; 60,2 pour cent se fient aux commerçants ordinaires locaux comme leurs principaux fournisseurs d'intrants agricoles ; 99,8 pour cent des personnes interrogées vendent leurs produits individuellement et seules 31 pour cent des sondés reconnaissent recevoir des conseils de vulgarisation agricole.

Un suivi structuré des résultats a révélé une utilisation accrue des semences et des engrais améliorés, des bâches de séchage et une meilleure commercialisation groupée. Une étude a montré que 95 pour cent des FdF dans huit districts avaient répercuté les connaissances et compétences acquises aux producteurs.

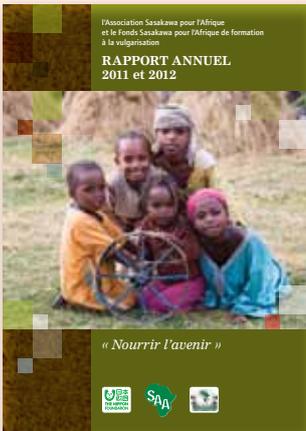
Effectifs

De nouveaux membres du personnel ont rejoint trois de nos thématiques : deux agents de programme pour l'APA ; un pour la thématique PRAI ; et trois pour la PPP&AM, y compris un pour le projet sur les organisations paysannes.

Pourcentage de réponses et accès aux services de vulgarisation par sexe et par groupe d'âge



PUBLICATIONS



Rapport Annuel 2011-2012



Nourrir l'Avenir, Nigéria 2013



Nourrir l'Avenir, SAFE 2013



Nourrir l'Avenir, Ouganda 2014

La SAA diffuse un certain nombre de publications, bulletins et vidéos dont vous trouverez la liste complète sur notre site web.

AISSAILLANTS DES RAPPORTS FINANCIERS DE LA SAA ET DE SAFE

2012 (comptes vérifiés) et 2013 (comptes vérifiés)

Association Sasakawa pour l'Afrique	2012 (\$US)	2013 (\$US)
Budget approuvé	10 283 515	11 326 836
Dépenses effectives	11 067 213	9 686 494
Recettes effectives	13 284 914	10 875 522
Solde en clôture de l'exercice	11 858 224	10 887 252
Détail des recettes		
Subvention NF	6 500 000	6 500 000
Subvention BMGF	2 100 362	1 980 574
Subvention JICA	486 178	391 725
Subvention K+S	0	626 730
Ambassade royale des Pays-Bas	2 055 287	165 269
Intérêts	4 519	7 701
Recouvrement de prêts	29 426	1 102
Autres	417 753	75 392
Autres subventions	1 691 389	1 127 029
Détail des dépenses		
Programme-pays SG 2000		
Éthiopie	352 878	322 088
Mali	756 438	687 936
Nigéria	677 078	695 538
Ouganda	1 046 512	840 516
Programme thématique		
Amélioration de la productivité agricole	256 892	252 230
Systèmes post-récolte et agroindustrie	330 291	321 658
Partenariat public-privé et Accès au marché	129 546	55 783
Suivi-évaluation, apprentissage et dissémination	197 968	194 670
Programme de groupe		
Divers	29 425	0
Programme de partenariat avec la JICA	532 554	440 506
Programme BMGF	1 870 702	1 735 192
Mali/Ouganda/Nigéria	1 260 539	
Ambassade royale des Pays-Bas	1 834 481	386 264
K+S	0	571 370
Autres (Éthiopie/Mali/Ouganda/Nigéria)	926 951	1 372 436

SAFE	2012 (\$US)	2013 (\$US)
Budget approuvé	1 800 000	2 580 000
Dépenses effectives	1 956 146	2 532 761
Recettes effectives	1 800 632	2 196 448
Solde en clôture de l'exercice	508 154	171 841
Détail des recettes		
Subvention NF	1 800 000	2 166 000
Autres	632	30 448
Détail des dépenses		
Administration	654 855	660 001
20 ^e anniversaire de SAFE	0	314 105
Programme universitaire	242 953	176 926
Bourse	117 057	146 335
Winrock	388 325	407 483
Autres	552 956	827 911



Camion de formation mobile en Ouganda

Remerciements :
Rédaction/Édition : Raitt Orr
Maquette et impression sous la direction de : B-Creative

Genève

D@G – Dialogues Geneva
C/O BHF
7-9, Chemin de Balxert
1219 Châtelaine, Genève
Suisse
jeanfreymond@gmail.com

Tokyo

SAA et SAFE
4th Floor, The Nippon Foundation
Building
1-2-2, Akasaka, Minato-ku
Tokyo 107-0052, Japon
miyamoto@saa-safe.org

Addis Abeba

SAA et SAFE
Gurd Sholla
Daminarof Building, 4th Floor
Bole Sub-City, Kebele 13
P.O. Box 24135, Code 1000
Addis Abeba, Éthiopie
JRwelamira@saa-safe.org



« *Nourrir l'avenir* »

Visitez le site web de la SAA: www.saa-tokyo.org

